



Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 9 décembre 2020

Le neuf décembre deux mille vingt à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 2 décembre 2020, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

M. Mmes. : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, BANCE Stéphane, BEZACE Mathilde, GARROUT Karim, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, GUILLAUME Didier, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

| | |
|---------------------------|---------------------------------|
| Mme GAULIER Danièle | mandat à M. DRUART Frédéric |
| Mme DIMNET Jocelyne | mandat à M. DRUART Frédéric |
| Mme LORES Monique | mandat à Mme OSTERMEYER Sushma |
| M. CHIRRAANE El Arbi | mandat à M. ID ELOUALI Ali |
| Mme FADLI Hafida | mandat à Mme BRULANT Marina |
| M. OMRANE Alain | mandat à Mme FONTAINE Sabrina |
| M. BOLLE-DALLIAH Kristian | mandat à M. FONDENEIGE Matthias |
| M. CHALBI Yacine | mandat à Mme HACHE Bénédicte |
| M. BOURVEN Julien | mandat à Mme SASU Hancès |
| Mme LANTERNIER Lucie | mandat à M. HABI Hacène |
| Mme OZCAN Canan | mandat à M. GARROUT Karim |
| Mme MARTIN Mélisande | mandat à M. HABI Hacène |
| Mme FOURNIER Laura | mandat à Mme FRANCISOT Amandine |
| Mme JUHEL Françoise | mandat à M. HUTIN Sébastien |
| Mme LUC Nadine | mandat à Mme DESPRES Catherine |
| M. AOUMMIS Hassan | mandat à Mme BENKAHLA Malika |
| M. ESSONE MENGUE Terence | mandat à M. GUILLAUME Didier |

Étaient absents :

DE CHANTERAC Isabelle.

Secrétaire de séance : THIAM Moustapha

Sommaire

| | |
|---|----------|
| Désignation du secrétaire de séance | 4 |
| Appel..... | 4 |
| → Hommage à M. Valéry Giscard d'Estaing | 4 |
| → Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 septembre 2020 | 4 |
| CREATION ET DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE DANS DIFFERENTS ORGANISMES..... | 4 |
| → 1. Création de la Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées..... | 4 |
| → 2. Désignation des délégués au syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail | 5 |
| SPORTS | 5 |
| → 3. Approbation de la répartition des subventions aux associations sportives | 5 |
| → 4. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2021 | 7 |
| COMMANDE PUBLIQUE | 8 |
| → 5. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de produits, matériels d'entretien et d'hygiène et arts de la table | 8 |
| → 6. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de fournitures de bureau, papiers, enveloppes et consommables informatiques pour petites imprimantes pour les deux personnes publiques..... | 8 |
| → 7. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de fournitures de fournitures scolaires, de matériels pédagogiques, de matériels de travaux manuels et de loisirs créatifs et éducatifs pour les deux personnes publiques..... | 9 |
| → 8. Approbation de l'avenant de prolongation entre la société Jean-Claude Decaux et la commune de Choisy-le-Roi concernant le marché de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation commerciale de mobilier urbain | 9 |
| RESSOURCES HUMAINES | 9 |
| → 9. Approbation de la poursuite du développement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel aux cadres d'emploi dont les décrets sont parus en 2020 (RIFSEEP) | 9 |
| → 10. Approbation de la modification des critères à remplir en matière d'avancement de grade pour l'année 2020..... | 10 |
| → 11. Modification du tableau des effectifs : création d'un poste de DRH..... | 12 |
| → 12. Modification du tableau des effectifs : création de 10 postes rattachés à la police municipale..... | 12 |
| → 13. Modification du tableau des effectifs : création d'un poste d'ATSEM | 17 |
| → 14. Modification du tableau des effectifs..... | 18 |

| | |
|--|-----------|
| RESTAURATION..... | 18 |
| → 15. Adhésion de la commune à l'association Un Plus Bio..... | 18 |
| FINANCES..... | 19 |
| → 16. Subvention d'équilibre au budget annexe des parkings | 19 |
| → 17. Décision modificative n°1 - exercice 2020 - budget principal | 19 |
| → 18. Décision modificative n°1 - exercice 2020 - budget annexe des parkings..... | 28 |
| → 19. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal..... | 28 |
| → 20. Ouverture anticipée des crédits - Investissement 2021..... | 28 |
| → 21. Attribution d'acomptes de subventions - budget 2021..... | 29 |
| COMMERCES - MARCHES FORAINS..... | 29 |
| → 22. Délégation de service public Géraud : présentation du rapport d'activité 2019 | 29 |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE..... | 33 |
| → 23. Renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens passée entre la commune et la cité des métiers..... | 33 |
| URBANISME | 34 |
| → 24. Approbation des conventions à passer entre la commune et Ports de Paris portant superposition d'affectations des espaces portuaires ouverts au public et de la voie portuaire ouverte à la circulation publique sur le port de Choisy-le-Roi | 34 |
| → 25. Signature d'une convention d'intervention foncière entre la commune, l'EPT et l'EPFIF sur le secteur centre-ville et d'un protocole d'intervention | 34 |
| → 26. Acquisition par la ville des usufruits temporaires des bien portés par l'EPFIF dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud..... | 35 |
| → 27. Acquisition par la ville des biens portés par l'EPFIF situés dans la résidence du Parc..... | 35 |
| → 28. Vente par la ville du pavillon sis 62 bis rue Alsace-Lorraine..... | 36 |
| HABITAT | 37 |
| → 29. Cession de l'EHPAD Coallia sis 4 allée des Lilas au groupe ADEF résidence Val-de-Marne et transfert de garantie d'emprunt. Approbation de la modification d'un avenant à l'acte de crédit..... | 37 |
| ADMINISTRATION GENERALE..... | 38 |
| → 30. Fixation du montant des charges de fluides pour les associations occupant de manière permanente un local de la commune | 38 |
| → 31. Transformation de la commission de délégation de service public en commission de concession..... | 38 |
| → 32. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales | 39 |

La séance est ouverte à 19 h 40 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bien, bonsoir à tous et à toutes, je crois que nous sommes tous présents. Donc Sabrina Fontaine, elle arrive.

Madame Sabrina Fontaine a prévenu de quelques minutes de retard, donc nous allons quand même ouvrir la séance.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Donc nous devons désigner un secrétaire ou une secrétaire de séance. Je n'ai pas eu de réclamation la dernière fois, on va garder Mustapha THIAM.

(M. Mustapha THIAM est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer la parole à Madame Leclère qui va procéder à l'appel. Avant de faire l'appel, nous avons une information à vous communiquer. La conseillère municipale Isabelle de Chantérac déménage et va quitter notre commune, elle nous avait alertés dans ce sens. Donc elle nous a envoyé, bien sûr, comme il se doit, une lettre de démission du Conseil municipal. Et c'est donc Monsieur François Xavier Guiblin qui, comme le prévoient les textes, prend automatiquement sa place.

Voilà. Madame Leclère, vous pouvez procéder à l'appel. Merci.

→ Appel

(Mme Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

→ Hommage à M. Valéry Giscard d'Estaing

M. le Maire : Très bien, écoutez, avant de poursuivre ce Conseil, j'aimerais, si vous en êtes d'accord, qu'on observe une minute de silence. Le président Valéry Giscard d'Estaing est récemment décédé, comme vous le savez. Merci beaucoup.

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 septembre 2020

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 23 septembre. Y a-t-il des remarques sur ce procès-verbal ? Il n'y en a pas, très bien, nous l'adoptons.

Nous allons donc commencer l'ordre du jour.

CRÉATION ET DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES

→ 1. Création de la commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées

M. le Maire : La commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées est obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Elle prend en compte les handicaps, elle est composée de représentants de la commune, de représentants d'associations d'usagers et d'associations de personnes handicapées, mais la loi laisse une latitude importante quant à sa composition. Le maire en est le président et fixe par arrêté la liste de tous les membres. Elle est chargée de dresser un état des lieux de l'accessibilité du

cadre bâti existant de la voirie, des espaces publics et des transports, et d'organiser le recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées. Cette Commission est consultative et n'a pas de pouvoir décisionnel.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la création de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, et donc, ce soir, il s'agit d'approuver cette création. Nous vous ferons part des membres lorsqu'ils seront désignés.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

→ 2. Désignation des délégués au syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail

M. le Maire : Le syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail de Vitry-sur-Seine, constitué des villes de Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine, Choisy-le-Roi et Thiais a été créé par arrêté préfectoral le 4 août 1970. Ce syndicat avait pour objet l'acquisition d'un terrain à Vitry-sur-Seine, rue Henri Poincaré, rue Charles Infroit et des prés, pour une surface de 5 848 m² destinés à être mis à la disposition de l'association familiale pour l'aide aux infirmes mentaux dans le but de construire un centre d'aide par le travail pour adultes inadaptés mentaux.

Aujourd'hui, le centre accueille 160 travailleurs en situation de handicap. Dans la continuité des années précédentes et au regard du bail emphytéotique de 99 ans, le syndicat gère la location du terrain auprès de l'ETAI ESAT contre une redevance annuelle de 15 euros. L'article 7 des statuts du SICAT, adoptés le 27/12, le 27/11/1970, précise que chaque commune est représentée dans le comité du syndicat proportionnellement à sa participation dans l'acquisition du terrain. Par conséquent, il convient de désigner deux délégués titulaires pour participer aux assemblées du comité de ce syndicat. Alors, le maire informe que la commune est membre du syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain, comme expliqué précédemment, nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail de Vitry-sur-Seine. Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, il appartient au Conseil municipal de désigner au scrutin secret à la majorité absolue des voix deux délégués pour participer aux assemblées du comité de ce syndicat intercommunal.

L'article 1, pour le délibéré, procède à la majorité absolue des voix à l'élection de deux délégués titulaires au comité du syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail. Sont élus Monsieur Tonino Panetta et Monsieur Ali Id Elouali, délégués au syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un centre d'aide par le travail.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application en télé-recours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

SPORTS

→ 3. Approbation de la répartition des subventions aux associations sportives

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur Henrique Marques.

M. Marques : Bonsoir à toutes et à tous. Les subventions consolident un lien entre la commune et les associations et permettent de rappeler qu'il y a des obligations de part et

d'autre. La ville apporte une aide financière et matérielle, et les associations des obligations sportives, financières, administratives, morales et statutaires. La répartition des subventions qui est soumise au vote ce soir est le fruit d'un travail collectif auquel ont contribué Monsieur le Maire, les membres de la commission des sports ainsi que les agents des services des sports. Nous nous sommes appuyés sur une liste de critères objectifs qui se veulent pertinents quant à la réalité du mouvement sportif amateur. La définition de critères permet de fixer ou rappeler un cadre dans lequel sont fixés des objectifs, parfois des obligations. Si le sport féminin est déjà correctement développé dans nos clubs, il nous faut être plus volontariste pour le sport handicap, le sport adapté, le soutien aux sportifs de haut niveau et la formation professionnelle. Les actions en lien avec le développement durable sont également encouragées. Tous ces sujets ont été débattus avec les dirigeants et les dirigeantes des clubs au cours d'entretiens de présentation des activités et de leurs associations, et les échanges sont réguliers. Les critères seront affinés et leur seront communiqués, ce qui leur permettra d'en tenir compte pour structurer leurs actions.

Dans un contexte de crise sanitaire qui impacte fortement le mouvement sportif et en particulier les disciplines aquatiques, pratiquées en gymnase et/ou impliquant un public senior, l'enveloppe initialement budgétée de 407 200 euros n'a pas été diminuée. Nous avons souhaité témoigner d'un soutien fort aux associations sportives surtout après un second confinement survenu en début de saison d'où, entre autres, une perte de licenciés et de cotisations.

Nous avons rééquilibré la répartition, c'est ainsi que parmi les 45 associations, dont 9 qui n'ont pas fait de demandes, ou bien cessent leur activité, 25 voient leurs subventions augmenter. Les raisons sont multiples, parfois simplement parce que certaines ont financé elles-mêmes des travaux. Il est important que ce poste soit dynamique, une subvention ne peut être considérée comme un acquis.

Vous avez trois documents dont les montants proposés aux associations que je vous propose de voter ce soir, la délibération comprenant la répartition des subventions proposées et les annexes, la convention type, financière et d'objectifs, d'aide au développement de la pratique sportive ainsi qu'un document vous expliquant les critères.

M. le Maire : Madame Lemoine ?

Mme Lemoine : Bonsoir, j'ai lu les documents, le présent projet de délibération. Je vois qu'il n'est nulle part fait référence à la signature de la charte de la laïcité auprès des associations sportives, et il n'est pas non plus fait référence à la prise en compte de ce critère dans les critères d'attribution des subventions. Est-ce que vous pouvez me donner un éclairage sur ce point ? Et, le cas échéant, ajouter cet élément. Aujourd'hui, c'est un élément qui est demandé et qui fait partie d'un projet de loi actuelle sur les valeurs républicaines, et je m'étonne de ne pas trouver ces éléments.

M. le Maire : Sur ce que vous dites, Madame Lemoine, ce n'est pas encore voté.

Mme Lemoine : Cela ne dispense pas le Conseil de l'indiquer.

M. le Maire : Si vous pouvez, à chaque fois que je vous donne la parole, je vous laisse la parole et que je vous réponde, me laisser aller au bout de ma réponse. Donc pour l'instant, ce n'est pas voté, il n'y a personne dans cette salle qui est contre le fait d'une charte sur la laïcité. Et du temps où j'étais dans l'opposition et que l'ancien maire, ici présent, présidait aux associations, nous n'avions pas rencontré de problèmes concernant cette laïcité dans le mouvement sportif. Et bien sûr, je verrai avec Monsieur Marques quand nous connaîtrons les textes exacts et ce qu'il en retourne exactement, puisque c'est en pleine discussion, de

quelle manière nous pouvons rédiger cette charte. En tous les cas, et comme je l'ai déjà exprimé et déjà écrit à maintes reprises, bien sûr que la laïcité est ce qui nous guide.

Y a-t-il d'autres observations ? Madame Lemoine.

Mme Lemoine : Un élément complémentaire de réponse. Il y a un certain nombre de collectivités, la Ville de Paris par exemple, qui font référence à ces éléments comme étant des critères d'attribution des subventions. Donc je répète ma question, est-ce que vous souhaitez en faire un critère de contrôle et d'attribution ?

M. le Maire : Madame Lemoine, j'ai l'impression qu'à chaque fois que je vous réponds, vous faites semblant de ne pas comprendre la réponse. Je vous ai dit que c'est un critère important. Nous ne sommes pas à Paris, nous sommes à Choisy-le-Roi. Madame Hidalgo, elle fait ce qu'elle veut. Si elle veut rédiger des textes avant de connaître le texte officiel qui sera voté, c'est son affaire. Moi, pour ne pas me tromper, pour que ça ne porte pas à critique, nous attendrons exactement de savoir ce qu'il y a dans cette loi, qu'est-ce qu'il va en sortir réellement de cette loi, et nous n'avons pas attendu cette discussion au Parlement pour que, à Choisy-le-Roi, pour que le principe de la laïcité soit respecté. Et il le sera. Et si nous devons faire une charte, nous ferons cette charte si ça peut rassurer les gens. Mais attendons la sortie du texte, merci.

Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Je vous remercie. Moi, je vous rejoins un petit peu, je suis un peu étonné de devoir faire un critère de laïcité concernant l'attribution des subventions aux associations sportives, comme si le critère de la laïcité ne serait pas pris en compte quand il s'agit d'autres pratiques sportives, enfin, pardon, associatives ou autres. Je pense que c'est un guide, c'est un principe, la laïcité est un principe qui guide toute action publique, toute politique et c'est transversal, ce n'est pas une façon de l'écrire ici concernant le secteur des associations sportives, c'est curieux, en fait. C'est quelque chose de transversal, il est bien de le rappeler, mais ce n'est pas forcément un critère à formaliser tel quel. Ça voudrait dire que les autres peuvent s'en passer, voilà.

M. le Maire : Bien, on peut mettre aux voix.

La délibération n°3 est adoptée à la majorité (1 contre).

→ 4. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2021

M. le Maire : La parole reste à Monsieur Marques.

M. Marques : Concernant la tarification des installations sportives, avant de la proposer au vote en Conseil municipal, on a fait une étude comparative sur 30 communes du département. Il apparaît que les tarifs mis en œuvre au niveau de Choisy-le-Roi sont en général légèrement en dessous, ou légèrement au-dessus sur un panel de 30 communes du département, mais elle s'en éloigne rarement. Par contre, sur un certain nombre de prestations, nos tarifs sont largement en dessous de la moyenne départementale. Je peux vous en donner quelques exemples : il fallait appliquer une augmentation de 2 %, chose que nous proposons de mettre en application ce soir. Et dans la mesure où nos tarifs sont déjà très en dessous de la moyenne départementale, il nous a paru que c'était cohérent, et on n'a pas voulu aller plus loin pour 2021. Ce sera une étude pour la suite.

M. le Maire : Très bien. Y a-t-il des observations ?

La délibération n°4 est adoptée à la majorité (8 abstentions).

COMMANDE PUBLIQUE

→ 5. **Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de produits, matériels d'entretien et d'hygiène et arts de la table**

M. le Maire : Donc la parole est à Madame Francisot.

Mme Francisot : Bonsoir à tous. Monsieur le Maire, je vous propose de présenter trois délibérations.

Il vous est proposé d'approuver la constitution de trois groupements de commande suivants entre le CCAS et la ville, afin de mutualiser les procédures de passation de trois marchés publics :

- La fourniture et la livraison de produits, matériels d'entretien, d'hygiène et arts de la table,
- La fourniture et la livraison de fournitures de bureau, papiers, enveloppes et consommables informatiques pour petites imprimantes,
- La fourniture et livraison de fournitures scolaires, de matériels pédagogiques, de travaux manuels, de loisirs créatifs et éducatifs.

Donc le groupement de commande permet de réduire les coûts relatifs à la procédure de la passation de marchés, mais aussi de faire des économies d'échelle et en conséquence de diminuer les coûts de fourniture en raison du volume plus important de commandes passées ensemble. Ce groupement contribue à rendre plus efficace la commande.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. C'est une chose classique.

M. Guillaume : Monsieur le Maire, il faut que vous les fassiez voter, même si le rapport a été présenté unanimement, il faut les faire voter une par une, comme au CCAS.

M. le Maire : Comme vous voulez.

M. Guillaume : Si, c'est...

M. le Maire : Ah OK, d'accord. Vous pouvez voter les trois, si vous préférez.

M. Guillaume : Je ne préfère pas, c'est la loi, Monsieur le Maire.

M. le Maire : On l'a fait souvent, d'en voter plusieurs du même ton, mais on va les voter une par une.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

→ 6. **Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de fournitures de bureau, papiers, enveloppes et consommables informatiques pour petites imprimantes pour les deux personnes publiques**

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

→ 7. **Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'acquisition et la livraison de fournitures scolaires, de matériels pédagogiques, de matériels de travaux manuels et de loisirs créatifs et éducatifs pour les deux personnes publiques**

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

→ 8. **Approbation de l'avenant de prolongation entre la société Jean-Claude Decaux et la commune de Choisy-le-Roi concernant le marché de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation commerciale de mobilier urbain**

M. le Maire : Je donne la parole à Madame Francisot, toujours.

Mme Francisot : Alors, cette fois-ci, le 15 décembre 2008, la ville de Choisy-le-Roi, a passé avec JCDecaux, le marché de fourniture, d'installation, d'entretien et exploitation de mobilier urbain pour une durée de 12 ans. Le contrat étant arrivé à échéance, une procédure de renouvellement a été lancée en début d'année par l'ancienne majorité, mais n'a pas pu aboutir en raison de la crise sanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver un avenant afin de prolonger ce contrat jusqu'en juillet 2021. Ce temps supplémentaire permettra d'effectuer des mises en concurrence nécessaires avant le renouvellement du contrat pour le mobilier urbain.

M. le Maire : Des observations ? Non.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

→ 9. **Approbation de la poursuite du développement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel aux cadres d'emploi dont les décrets sont parus en 2020 (RIFSEEP)**

M. le Maire : C'est le fameux RIFSEEP. Donc la parole est à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, Direction générale, les Choisyens.

Voilà, donc il y a les enjeux, et les objectifs, c'est de continuer la mise en place du nouveau régime indemnitaire pour les agents qui peuvent y prétendre depuis 2020. Et puis il y a les informations à souligner, donc le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des suggestions, de l'expertise et de l'engagement professionnel RIFSEEP a été mis en place par délibération du Conseil municipal du 26/06/2019. Il faut retenir que ce dispositif national ne peut se mettre en place sans décret d'application lié à chaque grade.

En juin 2019, la délibération concernait uniquement les grades ayant d'ores et déjà fait l'objet d'un décret. La présente délibération ne traite que des grades restants, et dont les décrets ont été publiés courant 2020.

M. le Maire : Des observations ? Non. Madame Lemoine ?

Mme Lemoine : Est-ce que vous pourriez nous faire un retour des organisations syndicales, est-ce qu'elles adhèrent ?

M. le Maire : À ce jour, elles ont adhéré, oui. Pour l'instant, je n'ai pas reçu de courrier qui va à l'encontre du projet.

M. Coelho : Il y a eu un avis favorable.

M. le Maire : Il y a même eu mieux que cela, il y a eu un avis favorable du Comité technique.

M. Coelho : Exactement.

M. le Maire : Donc merci, Monsieur Coelho, d'avoir bien travaillé. Et surtout aux services car c'est un gros travail.

→ 10. Approbation de la modification des critères à remplir en matière d'avancement de grade pour l'année 2020

M. le Maire : Approbation de la modification... Et surtout au service, bien sûr, parce que c'est un gros travail. Monsieur Coelho est chaud, il va continuer.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous donner les enjeux et les objectifs. Alors :

- Fixer les critères locaux d'avancement pour 2020
- Et supprimer les critères sur l'assiduité des agents.

Alors, donc les informations à souligner qui me semblent importantes, en matière d'avancement de grade, il existe des conditions statutaires qui s'imposent à tous. Les collectivités territoriales peuvent néanmoins faire valoir les conditions locales et doivent fixer un taux de promotion. Il s'agit de fixer le pourcentage d'agents promus par rapport aux agents promouvables, réunissant toutes les conditions requises. Il est proposé de maintenir le taux de promotion fixé à 100 % par le Conseil municipal.

Par ailleurs, un critère d'assiduité observé sur trois ans écartait un certain nombre d'agents durant parfois plusieurs années. Dans le cadre du dialogue social, il a été convenu que ces critères devaient évoluer pour ne pas pénaliser outre mesure la carrière des agents. Dans l'attente d'une réflexion plus globale sur les critères locaux d'avancement, il est proposé de supprimer le critère d'assiduité pour l'avancement de grade 2020.

On a, avec Monsieur le Maire, avec donc le dialogue social, nous avons pris cette position.

M. le Maire : Alors, juste une précision. Ce n'est pas 100 % des agents, bien sûr, parce que les personnes qui ont eu des sanctions disciplinaires, bien sûr, ne peuvent pas prétendre à un avancement de grade. Cela a été un travail pour les services, que je remercie, Madame Jacq, les ressources humaines, la direction, parce que ça a été un travail où on s'y est repris à plusieurs fois, un travail très important qu'il a fallu mener à terme dans un délai assez court, et là aussi, nous avons eu plus qu'un excellent retour des syndicats, puisque c'est une mesure qu'ils réclamaient depuis plusieurs années, voire quatre ou cinq ans. Voilà.

Il nous a semblé, socialement, que nous pouvions comprendre certains critères qui étaient mis, mais, par exemple, pour l'avancement de grade, lorsqu'il était donc demandé à un agent, un agent qui avait eu un accident de travail dans les trois ans précédant cet avancement de grade, il ne pouvait pas y prétendre. J'ai trouvé que c'était quand même une double peine, car comme je l'ai dit aux syndicats, pour parler en toute transparence, je ne suis pas dupe sur certains arrêts de travail, même sur certains accidents de travail. Mais il n'était pas normal que les personnes de bonne foi payent parce qu'il y a un nombre restreint de personnes qui jouent au petit malin. Pour moi, cela équivalait à une double peine. Quelqu'un qui pouvait avoir une longue maladie ou qui pouvait être victime d'un accident de

travail et qui, en plus, était bloqué dans sa montée de grade. Donc pour l'année 2020, nous avons supprimé ces critères, mais nous allons travailler sur 2021 avec les syndicats, avec la direction, sur de nouveaux critères, ou peut-être pas, parce que ce n'est pas une obligation. Mais je pense qu'il faut quand même qu'il y ait des critères. Nous allons travailler tout cela avec les syndicats pour arriver quand même à des critères qui soient acceptables pour tous, et qui vont dans le sens d'une montée en grade, quand même, qui soit aussi une récompense pour les agents méritants.

Voilà, merci. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Monsieur Guillaume.

M. Guillaume : Oui, c'est une explication de vote. Pour ma part, je vais m'abstenir. Je trouve que de supprimer dans le cadre de gestion des ressources humaines, ces critères d'assiduité, risque de créer des problèmes, et va créer un peu d'inégalités et d'iniquité vis-à-vis de certains salariés. C'est votre choix en termes de gestion de ressources humaines, pour ma part, je m'abstiendrai.

M. le Maire : Pour vous répondre sur ce point, nous sommes, ce n'est pas pour rien que j'ai employé l'expression de double peine. Et s'il fallait une prime au mérite, par exemple, ou s'il faut créer une vraie prime d'assiduité, parce que ça, c'est une prime d'assiduité qui ne portait pas son nom, donc s'il faut créer une vraie prime d'assiduité ou une prime au mérite, qu'il, là, n'aura rien à voir, par exemple, la prime au mérite pour l'avancement de grade, mais ça peut être aussi une possibilité pour les agents. De toute façon, nous en discuterons avec les syndicats. Nous avons ouvert, nous avons rouvert, et je peux le dire ici, Monsieur Didier Guillaume, un dialogue social qui n'existait plus dans cette municipalité. Nous avons rétabli un vrai dialogue social, ce qui ne veut pas dire que nous serons toujours d'accord avec les syndicats, mais ce dialogue social doit perdurer dans la transparence, dans l'écoute, et dans le respect mutuel.

Et je le redis, la plus grande iniquité et l'injustice, c'était de priver d'avancement de grade un agent par exemple qui n'a jamais eu d'accident de travail pendant 20 ans, ou qui aurait très peu manqué, mais qui, à un moment donné, la vie est ainsi faite, il peut avoir un accident de travail, il peut être victime d'une longue maladie. Elle est là, la plus grande injustice, c'est qu'en plus, il soit privé d'avancement de grade. Vous voyez, j'ai même employé une expression. On doit à la justice, par exemple. Il vaut mieux acquitter un coupable que de condamner un innocent. C'est dans cet esprit-là que j'ai fait cette décision. Ça ne veut pas dire qu'on ne doit pas s'attaquer, et dans un esprit de justice, sur quand même, comment dire, un taux d'absentéisme qui est quand même un peu élevé dans cette commune. Mais ça, c'est un travail que nous ferons avec les syndicats, avec les agents, là encore, dans la plus grande transparence, dans la plus grande justice, mais c'est un point important qu'il va falloir régler. Pour autant, l'agent méritant peut, à un moment de sa vie, avoir un souci, un gros souci. Ce n'est pas pour autant qu'il ne doit pas monter en grade.

Voilà, je pense que les syndicats ont bien compris dans quel esprit nous faisons ça. Bien sûr, vous vous doutez qu'ils en étaient ravis, parce qu'ils réclamaient ça depuis plusieurs années. Et j'espère que ça nous ouvre, et qu'on a donné la preuve d'une ouverture à un partenariat sincère et un dialogue social productif, mais avec aussi des réserves, bien sûr, parce que tout n'est pas possible. Et nous saurons aussi dire non sur les choses où il faut dire non. Voilà pour les explications.

Je suis navré, on me fait part qu'effectivement, on est passé directement au point suivant. Sur le RIFSEEP précédent, je pense qu'il n'y a pas eu d'observation, mais nous ne l'avons pas voté. On revient aux RIFSEEP pour le voter.

La délibération n°9 est adoptée à la majorité (1 abstention).

M. le Maire : s'il n'y a pas d'observation sur le point d'avancement de grade, sur les critères, nous pouvons procéder au vote.

La délibération n°10 est adoptée à la majorité (7 abstentions).

→ 11. Modification du tableau des effectifs : création d'un poste de DRH

M. le Maire : La parole à Monsieur Coelho, toujours.

M. Coelho : Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Voilà, je vais vous citer donc les enjeux et les objectifs de cette délibération : amorcer le renforcement de la fonction RH dans la collectivité par la création d'une direction des ressources humaines. Alors, des points à souligner : les dossiers liés aux ressources humaines sont nombreux et stratégiques pour la collectivité. Il faut donc assurer les moyens de cadrage et d'accompagnement dans la réorganisation des services de la collectivité.

M. le Maire : Des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

→ 12. Modification du tableau des effectifs : création de 10 postes rattachés à la police municipale

M. le Maire : Prochain point, toujours dans le tableau des effectifs. Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire.

Toujours les enjeux et les objectifs. Pour poursuivre la création d'une police municipale, les effectifs actuels ne peuvent couvrir l'ensemble des besoins de surveillance et d'intervention. Par ailleurs, le statut des policiers municipaux implique de recruter des agents formés. Il y a peu de professionnels disposant de ce statut dans la région. Créer ces 10 postes est également un élément d'attractivité, car cela montre une image dynamique de la commune en matière de recrutement et d'ambition pour la police municipale.

M. le Maire : Très bien. Je pourrai ajouter que cette police municipale est nécessaire aujourd'hui, elle aura une mission extrêmement importante, les missions de prévention, outre les missions habituelles que chacun comprend lorsqu'il s'agit de police municipale. Mais dans la feuille de route, il sera bien précisé qu'il y aura un axe important sur la prévention, qu'ils devront remplacer avantageusement, feu la police de proximité dont, personnellement, j'ai regretté la disparition. Et cette police sera très proche de la population, travaillera en étroite collaboration avec les médiateurs, il en existe un certain nombre, mais nous allons en embaucher d'autres, tout ça dans un but évident d'apaisement des tensions.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Oui, Monsieur Hutin.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, comme vous le savez, les élus socialistes de Choisy-le-Roi, anciens et actuels, sont favorables au renforcement du pôle de proximité publique et du recrutement d'agents de police municipale. Cette décision a d'ailleurs été prise il y a plus de deux ans avec la création de cinq postes de policiers municipaux à Choisy-le-Roi. Donc malgré les difficultés de l'ancienne majorité municipale qui a réussi à recruter un responsable, et qui n'est pas parvenue à recruter les quatre autres, les recrutements dans ce secteur, comme vous le dites vous-même, étaient sous tension.

Dans votre notice explicative, il me semble que vous n'avez pas réussi à les recruter, puisque j'ai vu que sur la commune de Choisy-le-Roi, sur le site, les quatre postes sont à pourvoir. Ma question se porte sur les cinq qui ont déjà été budgétés, et surtout comment vous allez financer les 10 autres postes au sein de cette police municipale, sachant que, vous le savez très bien, vous avez un encadrement par rapport à cela sur l'augmentation du budget de fonctionnement de plus de 1,1 % sous peine de sanctions financières par l'État. Donc une de mes questions, c'est où est-ce que vous allez trouver, en fait, les financements pour financer ces postes supplémentaires ? Est-ce que vous allez rogner sur d'autres effectifs, d'autres services ? C'est une question qui est importante, c'est ce qui nous permettra effectivement de savoir comment nous positionner et nous prononcer sur ce vote.

Dans la même annonce, vous indiquez aussi que les futurs policiers municipaux disposeront d'armements de catégorie D, et que vous réfléchissez, en fait, à d'autres types d'armements. Donc ma question se pose sur quels types d'armements, est-ce que c'est le tonfa, est-ce que c'est un pistolet, etc.

La dernière chose...

M. le Maire : Alors...

M. Hutin : Excusez-moi, je termine. La dernière chose, vous avez proposé effectivement la création d'un poste de chef de projet pour la mise en place de la police municipale. Donc je voulais savoir exactement ce qu'il en était de sa création et de son avancement.

M. le Maire : Pour l'instant, nous avons un débat, nous créons les postes. Nous avons un débat sur les missions, sur la feuille de route avec l'équipe municipale que nous allons continuer à bien définir, sur l'équipement également. Nous sommes en train d'analyser effectivement pourquoi, suite à cette annonce, nous n'avons pas de CV, ou très peu, ou certains qui ne correspondent pas. Nous analysons tout ça pour prendre notre dernière décision. Il s'agit uniquement de créer ces postes, car si on ne les crée pas, et qu'on a une candidature qui nous intéresse, nous ne pourrions pas l'embaucher. Donc il faut d'abord créer les postes.

Sur le financement, bien sûr, c'est un défi, ça a un coût important, nous le savons, mais il y a partout en France des communes, voire des communes de 20 000 habitants qui ont moins de ressources que Choisy-le-Roi et qui ont une police municipale. S'ils y parviennent, je pense que nous devrions y parvenir. Mais derrière cette question, je vois bien ce qui pointe, non, nous ne renoncerons à rien. C'est un service supplémentaire demandé par la population, qui sera rendu à la population, et qui est nécessaire pour les explications que j'ai données. Mais effectivement, il n'y a pas que pour le financement de la police municipale que le problème se pose. Nous avons un gros casse-tête, notamment par rapport à des décisions prises par l'ancienne municipalité, par exemple 3 millions d'euros qui devaient être versés par le Département pour la destruction de la Calypso, que nous n'aurons pas, qui ont été budgétés, et qui ont même été utilisés avant de les recevoir. Ça, c'est un gros casse-tête, mais nous allons le résoudre. Nous allons le résoudre, nous sommes là pour ça, et c'est une demande. Si vous voulez, ce point, si nous l'avons mis dans notre programme, c'est parce que d'emblée, et vous le savez bien, car vous-même vous y étiez favorable, les Choisyennes et les Choisyens nous le réclamaient, sans même qu'on leur demande. Nous, nous sommes là aussi pour écouter notre population. Effectivement, il y a un coût. Il y a un coût, et les Choisyennes et les Choisyens, ils en sont conscients, mais il y aura le financement nécessaire.

Je vais donner aussi la parole à Monsieur Hacène Habi, puisque c'est l'adjoint de la sécurité. Je pense qu'il est normal qu'il s'exprime sur ce point.

M. Habi : Merci Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Pour vous répondre, Monsieur Hutin, sur les cinq postes que vous aviez créés, effectivement, en juillet, il n'y avait qu'un seul policier municipal. Aujourd'hui, nous allons terminer l'année avec quatre agents, dont un qui est en cours de recrutement et qui est, en fait, un légionnaire qui va être détaché par le ministère de la Défense et dont le salaire, pendant un an, est intégralement pris en charge par son ministère. Donc on aura par ce biais-là une économie certaine sur la masse salariale, tout en ayant effectivement un agent en plus. Et nous avons deux autres candidatures qui ont été validées, qui sont, pareil, en train d'arriver. Donc, a priori, début janvier, nous devrions avoir quatre ou cinq agents. Voilà pour vous répondre.

M. le Maire : Alors, la parole à Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire.

Écoutez, moi, je me félicite de la création de ces postes. La police municipale est un outil extrêmement important qu'on accueille favorablement. C'est un outil, c'est un service qui est demandé par la population. On parle de prix, moi j'aimerais bien qu'on se pose la question : quel est le coût aujourd'hui des dégradations sur l'espace public ? Quel est le coût de l'image de la ville ? Quel est le coût des stationnements anarchiques ? Quel est le coût de la sécurité devant les abords des écoles ? Quel est le coût, quel est le coût, quel est le coût ? Donc moi, j'aimerais bien qu'on mette aussi en perspective, je ne dis pas que la police municipale sera l'alpha et l'oméga de tous les problèmes, mais je suis convaincu qu'une police municipale au service de la population, au service d'un projet social et écologique est nécessaire.

C'est, je dirais même, la sécurité, c'est le premier service qu'un élu doit aux administrés. Donc quand vous me dites : « Quel est le coût sur les arbitrages, sur les budgets ? », bien sûr, c'est un arbitrage qu'on va faire, mais c'est un arbitrage qui fait en sorte de mettre, quand même, la question de la tranquillité publique, de la cohésion sociale, de la préservation de l'espace public, qu'on met en priorités. Et à partir de là, on fera des arbitrages à partir de ce choix-là, c'est un choix que nous assumons. Et moi, en tant qu'écologiste, avec la sensibilité écologiste que je porte, je pense, et je suis intimement convaincu qu'aujourd'hui, la question de la tranquillité publique, c'est aussi une question importante et c'est un besoin important pour préserver les conquêtes écologiques sur la ville. Quand on fait une piste cyclable, moi, et qu'on voit qu'il y a des stationnements dessus, c'est intolérable. Quand on fait des jardins partagés et qu'ils sont saccagés, et qu'on gaspille à la fois l'argent public et l'énergie citoyenne pour le faire par manque, justement, de protection, c'est un recul écologique.

Donc pour le coup, la question de la police municipale, c'est un outil, je le dis encore une fois, parmi d'autres outils, la médiation en fait partie et la prévention en fait partie, l'aménagement également de la ville en fera partie, parce qu'on peut aussi sécuriser par des choix d'aménagements sur la ville, mais pourtant, je reste convaincu qu'une police municipale, cela a certainement un coût, mais j'insiste et j'invite les gens qui nous écoutent et qui nous regardent avoir aussi quel est le coût de la tranquillité publique, quel est le coût du sommeil, quel est le coût des nuisances, quel est le coût, etc., etc. Soyons bien raisonnables, mettons ça en perspective par rapport aux bénéfices aussi qu'on aura grâce à cette police municipale.

Voilà, merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Ce que je peux ajouter pour compléter la réponse à Monsieur Hutin sur les pénalités éventuelles, une information, c'est que la loi Cahors est abolie pour l'instant. Pour 2021, elle ne s'applique pas, voire pour 2022, nous a-t-on dit, mais effectivement, il va y

avoir des élections présidentielles, donc je pense qu'on est tranquille jusqu'en 2022. Après, peut-être que.

Ceci dit, pour être tout à fait honnête, ce n'est pas parce que la loi Cahors ne nous pénalise plus qu'il s'agirait de faire n'importe quoi, puisque là, nous serions rattrapés entre le fonctionnement des investissements avec des problèmes d'autofinancement, Monsieur Hutin, nous l'avons à l'esprit. Mais je pensais que Monsieur Habi, peut-être, pourrait vous en parler, mais en ce qui concerne par exemple l'équipement, une très grande partie est financée par des subventions. Voilà. Donc je pense que nous avons déjà fait le calcul, nous préparons le budget, je pense que c'est tout à fait à la portée de Choisy-le-Roi, et nous aurons des bénéfices en retour, comme vient de l'expliquer Monsieur Id Elouali.

D'autre demande d'intervention ? Monsieur Guillaume, allez-y.

M. Guillaume : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, je vais me situer sur un autre registre. Nous avons tous lu les uns et les autres ce qui est derrière nous depuis six mois, à savoir les différents programmes et les propositions que l'on faisait avec une approche différente, mais qui peuvent se résumer sur la démarche médiation, prévention, dissuasion, sanction. Je pense que tout le monde était d'accord sur ce principe-là. La question qui se pose derrière sur la mise en œuvre, lorsqu'après on est en gestion, c'est pourquoi, comment et avec qui. Et dans le « avec qui », il me semble que, notamment lors du dernier Conseil municipal, la majorité a voté une délibération concernant la création d'un poste de directeur ou de directrice de projet de police municipale. Et comme nous venons de le voter en début de séance, le compte rendu de ce Conseil évoque en page 38 et 39 un certain nombre de questions auxquelles vous avez répondu, Monsieur le Maire, concernant ce fameux poste. Et donc, justement, j'en viens à ce que je voulais dire, c'est que je ne comprends pas tout à fait la cohérence entre ce qui a été dit au dernier Conseil municipal et le vote des postes aujourd'hui. Je m'explique.

À différentes questions, et vous pouvez vous référer au compte rendu, nous sommes tous d'accord sur l'importance de la création de la police municipale. Ceci étant, vous avez mentionné la question : « A quoi va servir un poste de directeur ? » et que, justement, il sera là pour, réfléchir à la mise en œuvre dans l'ensemble, de la conception de la sécurité. Et je cite ce que vous avez pu nous dire, Monsieur le Maire : « Cette personne nous permettra d'élaborer une charte qui nous aidera à constituer une police municipale sans faire d'erreur sur ce sujet », et vous rajoutiez : « La personne que nous allons recruter, elle est essentielle parce que », et vous disiez vous-même : « Je ne sais pas ni moi ni mes adjoints, nous ne savons pas quelle police municipale il faut pour Choisy-le-Roi, et nous nous appuyerons donc, de fait, sur le travail de cette personne ». Ce qui fait que je m'interroge, pourquoi l'urgence de la création de ces postes étant donné que la démarche, la conception d'ensemble n'est pas encore réalisée ? Ça pose la question aussi du lien avec la police nationale et la répartition des tâches et fonctions, donc j'entends bien à la fois ce que vous venez de dire en précautions rogatoires dans votre intervention en disant que vous alliez y réfléchir, mais je me pose la question : pourquoi l'urgence de la création de ces postes-là ? Ce qui expliquera certainement notre positionnement de vote tout à l'heure.

M. le Maire : C'est essentiellement technique. Il faut bien les créer. Je ne vois pas ce qu'il y a d'incompréhensible. Cette personne qui va nous aider, je ne pense pas que j'ai dit exactement : « Ni moi ni mes adjoints ne savons... », non. Nous ne voulons pas...

M. Guillaume : C'est le Verbatim, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Bon, alors, je ne sais pas, si vous l'avez perçu comme ça, ça veut simplement dire qu'on veut s'entourer de personnes, de professionnels, nous ne sommes pas des

professionnels de la police, c'est tout ce que nous avons voulu dire. Nous savons uniquement que la population nous a donné pour mission de créer une police municipale. Je vous ai dit, nous, la charte, la feuille de route que nous avons donnée, ce que nous attendons de la police municipale, et pour mettre cela en forme, nous avons besoin de professionnels. Donc, ce poste que nous avons créé, effectivement, au dernier Conseil municipal, puisque je vous l'ai dit, pour l'instant, nous sommes aussi en débat, justement, pour approfondir cette feuille de route avec cette personne qui devrait arriver, qui va nous y aider.

Là, il s'agit, et vous le savez très bien, nous sommes obligés de passer techniquement par la case création de postes, donc nous aurions pu les créer le mois dernier, le mois de décembre, le mois de janvier, ça ne change rien à l'affaire. Il faut créer ces postes. Nous savons combien nous voulons de policiers municipaux, nous l'avons écrit. Dans une ville comme Choisy-le-Roi, le ratio, c'est un policier municipal pour 1000, c'est-à-dire qu'il en faudrait 40. C'est un ratio que respectent certaines villes. Pour répondre à Monsieur Hutin, nous sommes conscients du coût financier et nous n'irons pas à 40, parce que ça, nous ne pourrions pas l'assumer. Mais nous allons tendre vers 20, 25, donc nous commençons par créer des postes. Dans les prochains mois, peut-être que nous allons créer d'autres postes. C'est uniquement technique, nous créons des postes, et nous comptons effectivement beaucoup sur la personne sur le poste que nous avons créé. Si nous avons créé ce poste, c'est parce que nous avons déjà des contacts dont nous espérons qu'ils vont se réaliser.

Monsieur Hutin en a parlé, c'est une personne de grande qualité, d'une grande expérience, mais nous ne sommes pas la seule ville qui nous intéresse à cette personne. Monsieur Hutin l'a dit, il y a deux domaines qui sont très difficiles pour nos municipalités, et vous l'avez vécu, à pourvoir, et c'est un peu diamétralement opposé, c'est des policiers municipaux et des médecins, des spécialistes, c'est ce que toutes les villes s'arrachent. Donc pour ne pas manquer l'oiseau rare ou une occasion qui se présenterait, il faut bien créer ces postes au Conseil municipal. Sinon, nous ne pourrions pas les embaucher, c'est tout. Et puis peut-être avez-vous un don d'extralucide. Lorsque vous me dites : « Mais que va-t-il se passer avec la police nationale ? », eh bien, voyez-vous, j'ai accueilli ce matin le nouveau commissaire de Choisy-le-Roi, Monsieur Vaillant. Cela doit parler à certains d'entre vous, puisque son papa était ministre sous l'ère, si je ne me trompe pas... Monsieur Hutin, cela vous parle. Il était ministre le fameux 11 septembre, car il était en visite à Choisy-le-Roi ce jour-là, par exemple. Donc nous avons Monsieur Vaillant qui prend ses fonctions à Choisy-le-Roi, et nous avons discuté pendant près de trois heures, et je suis ravi de son arrivée, je salue par ailleurs l'excellent travail qu'a fait son prédécesseur, qui est une femme qui a donc changé de ville, et je l'en remercie. Avec ces affaires de Covid et autres, nous aurions bien aimé faire une petite réception pour son départ, nous n'avons pas pu le faire. Mais donc j'en profite au passage pour la remercier, elle est quand même restée plusieurs années à Choisy-le-Roi, elle a quand même eu des résultats plus qu'honorables. Et je me suis entretenu justement avec Monsieur Vaillant, nous avons parlé de la police municipale, et chacun à notre place, nous allons converger l'un vers l'autre, et nous avons en commun cette volonté de faire de la prévention avant toute sanction. Et là, j'ai été ravi du discours qu'il m'a tenu, j'étais avec Monsieur Habi, et je pense que c'est une personne avec qui on va collaborer au plus près, et nous avons vraiment, au travers de ces trois heures de discussion, je pense, les mêmes vues sur ce que doit être la tranquillité publique dans une ville.

Voilà, j'ai répondu à toutes vos questions, s'il y a d'autres questions, sinon... Monsieur Hutin ?

M. Hutin : Oui, juste une dernière question, c'était justement sur l'armement de la police municipale. Vous n'avez pas tout à fait répondu, ou je n'ai peut-être pas compris la réponse. Qu'est-ce qu'il en est ? Est-ce que c'est...

M. le Maire : Rien n'est tranché, nous attendons justement l'expertise de cette personne, une analyse concrète de ce qu'il faut faire et de ce qu'il faut faire précisément. Encore une fois, nous créons dix postes. Avant toute chose, il faut commencer par ça. Nous les créons. Nous aurons une discussion au sein de notre équipe municipale, nous serons aidés pour cela par l'expertise de cette personne, si nous ne parvenons pas à l'embaucher à Choisy-le-Roi, cela ne l'empêche pas de nous donner des conseils par ce qu'on prend des conseils, voilà. Et on rendra compte à la population des résultats de ces réunions de travail. D'ailleurs, je peux très bien vous inviter, Monsieur Hutin, si vous avez des idées, si vous voulez participer au volet tranquillité publique de Choisy-le-Roi, vous êtes le bienvenu.

M. Hutin : J'attends l'invitation, il n'y a pas de problème.

M. le Maire : Eh bien, très bien. Y a-t-il... Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs.

Alors, sur cette question, je rejoins les interrogations qui ont été faites par Monsieur Hutin et Monsieur Guillaume. C'est vrai que notre groupe n'avait pas totalement tranché sur ces questions parce qu'il y avait aussi des questions qui étaient posées auprès de vous. Nous voulions avoir un certain nombre de réponses. Toutes les réponses n'ont pas été définitivement données. Pour autant, de ma place, je vais voter favorablement à cette délibération. D'une part parce que la question de la sécurité était un sujet extrêmement prégnant auprès de l'ensemble des habitants, c'est aussi un point que nous avons abordé dans l'ancienne municipalité, et nous étions aussi engagés dans cette dynamique. Voilà, c'est pour autant un vote avec beaucoup de réserves, c'est-à-dire que vous avez expliqué, Monsieur le Maire, qu'il y avait la question de la prévention qui était prise en compte, qu'il y allait avoir un travail de coordination qui allait s'engager avec les médiateurs. Je trouve que c'est une bonne chose. Et puis vous avez indiqué qu'il y aurait un travail de réflexion, un groupe. Vous avez invité un membre de l'opposition à participer à cette commission, donc j'en prends note. Je trouve que c'est une bonne chose. La question de la sécurité, évidemment, on est tous d'accord pour dire que c'est un droit humain, une nécessité. Après, il faudra être effectivement vigilant sur l'orientation qui sera donnée et sur l'impact sur la population. Merci.

M. le Maire : Merci à vous. D'autres interventions ? Non.

La délibération n°12 est adoptée à la majorité (4 abstentions)

M. le Maire : Je vous remercie de ce débat qui a été serein et intéressant. Je remercie les personnes qui, pour les Choisyennes et les Choisyens, qui ont voté pour cette délibération. Effectivement, c'est un sujet que nous devons voir tous ensemble, au-delà de clivages et autres. Tout ce que je souhaite, c'est que les Choisyennes et les Choisyens, dans notre ville, en sortent gagnants. J'ajouterai, avec Monsieur Vaillant, à la discussion très positive que nous avons eu ce matin, il veut aussi étroitement associer, bien sûr, justice, police et donc prévention. Et je pense que lorsque vous le rencontrerez, pour nous, ça nous rend impatients de commencer à collaborer, à envisager notamment à travers le CSPD une future collaboration qui, je pense, sera fructueuse.

Vous avez levé la main, Monsieur Guillaume ? Ah, d'accord. Donc là, on a bien voté. Très bien. Je vous remercie.

→ 13. Modification du tableau des effectifs : création d'un poste d'ATSEM

M. le Maire : Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire.

Voilà donc les enjeux et les objectifs. Il s'agit de répondre aux engagements de la ville concernant l'accompagnement des enfants et des enseignants des écoles maternelles.

Chers collègues, comme vous le savez, la démographie de la commune étant en progression régulière, les effectifs de scolarisation des enfants en petite section augmentent tous les ans. Cette année, il convient de créer un poste permettant de renforcer les équipes en lien avec les augmentations des effectifs scolaires.

Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Voilà, des questions ? Non, je pense que ça ne devrait pas poser de problème.

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Prochain point, adhésion de la commune à l'association Un Plus Bio. J'ai oublié quelque chose ? Ah, oui.

→ 14. Modification du tableau des effectifs

M. le Maire : Décidément, Monsieur Vasco ne veut pas laisser le micro.

M. Coelho : merci, Monsieur le Maire.

Donc les enjeux et les objectifs : Créer des postes nécessaires pour y affecter les agents bénéficiant d'un avancement de grade en 2020.

À chaque poste correspond un grade. Or, un agent ne peut être positionné sur un poste relevant d'un grade inférieur au sien. C'est pourquoi il faut faire évoluer le grade de poste en lien avec l'évolution du grade de l'agent, tant que ce grade correspond toujours aux missions du poste.

M. le Maire : Très bien. Bon, là, c'est vraiment de la technicité, rien d'autre. Des votes contre ? À moins qu'il y ait une intervention. Je n'en vois pas.

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité

RESTAURATION

→ 15. Adhésion de la commune à l'association Un Plus Bio

M. le Maire : Là, la parole est à Madame Bezace pour l'adhésion de la commune à l'association Un Plus Bio. Je pensais que ça faisait deux, mais... Vous savez, je me suis arrêté à la communale.

Rires

Mme Bezace : Bonsoir à tous. Pour très brièvement expliquer, l'association Un Plus Bio c'est une association qui a été créée il y a une vingtaine d'années par Gilles Péroles qui a pour but de travailler sur l'évolution de la restauration collective sur la transition alimentaire. Il me semble qu'aujourd'hui, on ne peut faire l'impasse sur la restauration collective, c'est vraiment un levier très important d'un point de vue écologique, social et économique. Il me semble important qu'une ville comme Choisy-le-Roi puisse adhérer à cette association afin de réfléchir à quel modèle nous souhaitons pour la restauration de nos enfants. Pour l'instant, nous sommes toujours adhérents au Siresco, mais ça ne nous empêche pas de réfléchir à ce qu'on peut faire pour améliorer les repas des enfants. Même si nous n'avons pas la main

libre sur le contenu des assiettes, on peut quand même travailler avec le personnel technique sur différentes choses comme le gâchis alimentaire, l'éducation au goût, des choses allant dans ce sens. L'intérêt d'adhérer à cette association, c'est de pouvoir travailler en synergie avec les autres villes, et c'est ce point qui me semble important puisque profiter de l'expertise des villes qui sont déjà dans un mouvement de transition alimentaire me semble très bénéfique pour nous. J'ai déjà pu échanger avec certaines villes et prendre contact avec des élus et des agents techniques, et c'est vraiment très enrichissant de pouvoir échanger avec eux sur ce qu'ils ont mis en place. Et pour notre personnel aussi de restauration, c'est très, c'est vraiment enrichissant de pouvoir être amené à les rencontrer. C'est pourquoi aujourd'hui, je souhaite que notre ville adhère à cette association.

M. le Maire : Très bien. Une prise de parole ? Madame... Des observations ? Non. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui, très bien, Monsieur le Maire, vous peut-être m'attendiez là-dessus, c'est une avancée remarquable dans la direction des différentes transitions écologiques dans lesquelles nous nous engageons, en voici une pour le moment, c'est une adhésion à un collectif de communes et de territoires, parce qu'il n'y a pas que des communes au sein de l'association Un Plus Bio. Bien sûr, la visée, c'est de faire en sorte que la ville de Choisy-le-Roi puisse disposer comme bon lui semble des repas de sa restauration collective en direction des plus jeunes, des enfants, et bien sûr aussi en direction des seniors. Donc c'est une adhésion qui va dans le sens d'un travail sur l'alimentation, et c'est l'occasion aussi de le préciser aux parents qui nous écoutent et qui nous interrogent souvent sur l'avenir de la cuisine, de la restauration collective, et l'état d'avancement avec le Siresco, tout simplement pour leur dire qu'on chemine vers une transition bien meilleure que ce que le Siresco, aussi, nous propose.

M. le Maire : Des observations ? Non, on procède au vote.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

FINANCES

→ 16. Subvention d'équilibre au budget annexe des parkings

M. le Maire : Je redonne la parole à Madame Francisot. Eh oui, il va falloir encore s'aguerrir longtemps. Donc Madame Francisot, subvention d'équilibre au budget annexe des parkings.

Madame Francisot : Oui, donc l'activité des parkings est une activité qui ne peut être déficitaire et depuis quelques années déjà le budget principal de la ville contribue à l'équilibre de ce budget par une contribution exceptionnelle, qui ne l'est plus, en section d'exploitation. Au budget primitif, il était prévu que la subvention d'équilibre soit de 340 075 euros. Et au regard de l'exécution budgétaire en fin d'année, il convient de diminuer cette subvention de 32 160 euros, portant la subvention d'équilibre au budget des parkings pour 2020 à 307 915 euros.

M. le Maire : Des observations ? On met au vote.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité

→ 17. Décision modificative n°1 - exercice 2020 - budget principal

M. le Maire : Toujours Madame Francisot dans son meilleur rôle, décision modificative numéro un exercice 2020.

Mme Francisot : Comme à chaque fin d'année, le budget de la ville est ajusté au plus proche de la réalité de son exécution. En cette année 2020, le budget a été exécuté dans des conditions très particulières en raison de la crise sanitaire. Ainsi, pour cette décision modificative, nous vous proposons un budget 2020 qui s'élève à 101 492 077,78 euros. Celui-ci a été augmenté en section de fonctionnement de 1 499 360 euros et diminué en section d'investissement de 3 025 284 euros.

Pour les dépenses de fonctionnement, on retrouvera notamment une écriture de régularisation demandée par le trésorier concernant la reprise de fiscalité de 564 062 euros opérée par l'État. Cette opération doit être passée en dépenses de fonctionnement plutôt qu'en diminution de la fiscalité. En effet, la ville n'étant pas signataire du contrat Cahors qui avait pour objectif de ralentir la croissance des dépenses des administrations publiques, un taux maximal d'évolution des dépenses de 1,1 % avait été imposé par le Préfet comme l'y autorisait la loi. Ainsi, en 2019, suite à l'analyse de l'évolution des dépenses de fonctionnement de la ville entre 2017 et 2018, ce dernier avait notifié la ville d'une reprise sur fiscalité de 564 000 euros.

On retrouve également un ajustement de près de 53 000 euros de reversement à l'EPT au titre de la redevance spéciale. Ce type d'écriture devrait disparaître en 2021 puisque l'EPT qui assure la compétence des déchets ménagers devrait percevoir ces recettes directement.

On retrouvera également une évolution des charges exceptionnelles de 40 000 euros qui est partiellement due aux divers remboursements des usagers, notamment du périscolaire en raison de la crise COVID. Nous ajustons également certaines subventions et contributions. On retrouve ici la diminution de la subvention au budget annexe des parkings qu'on a voté précédemment, alors que nous voyons augmenter le montant de la participation de la ville au fonctionnement des sapeurs-pompiers par exemple.

Vous pouvez noter la nette diminution des charges à caractère en grande partie liée à l'actualité de la crise COVID.

Tous ces ajustements nous permettent néanmoins d'augmenter notre autofinancement d'1 177 000 euros soit un total de plus de 7 millions au total pour 2020.

En recettes de fonctionnement, on retrouvera donc l'inverse de l'opération de reprise sur fiscalité de 564 000 euros, on a juste à nouveau les droits de mutation, en effet 500 000 euros avaient été retirés au budget supplémentaire en prévision d'une évolution défavorable des ventes en raison de la crise sanitaire, mais en réalité, les ventes n'ont que très peu chuté. On remet donc 350 000 euros sur cette ligne.

Il faut également noter une augmentation de l'enveloppe du fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France, ce qui nous donne droit à 420 000 euros de plus. On note aussi une augmentation des subventions, et notamment de la CAF qui se monte à 5 000 euros par structure de petite enfance en raison de la crise sanitaire. Et pour finir avec la section de fonctionnement, en rappelant le caractère exceptionnel de cette exécution budgétaire, il faut noter que nous réalisons une économie de 190 000 euros de chauffage sur les bâtiments publics en raison de la fermeture de certains locaux lors du premier confinement mais aussi parce que l'hiver a été particulièrement doux en 2020.

Je serai beaucoup plus brève sur la section d'investissements, certaines opérations ont pris du retard ou n'ont pas été réalisées notamment en raison de la crise sanitaire et de la situation des services. On peut par exemple, évoquer la maîtrise d'œuvre pour l'équipement socio- culturel des Navigateurs, qui a été repoussé à 2021, ou la non-réalisation des travaux

de voirie dont le budget est diminué de 817 000€, ou encore des travaux à réaliser dans les espaces verts, dont le budget est diminué de 410 000 euros.

Il faut noter également que les provisions pour diverses acquisitions ont été retirées. Enfin, et pour finir avec dépenses d'investissement, en raison du maintien de la Calypso en centre de loisirs, tel que nous l'avions promis au choisyens, nous retirons les 255 000 euros prévus pour l'achat d'un pavillon 85, Rue Henri Corvol.

En ce qui concerne les recettes d'investissement, en 2020, en raison de l'évolution des dépenses d'investissement, il ne sera pas nécessaire de mobiliser l'emprunt prévu au BP, qui avait déjà été revu à la baisse au budget supplémentaire. Nous retrouvons le virement de la section de fonctionnement de 1.6 millions d'euros supplémentaire, une augmentation du montant prévu en FCTVA et pour la taxe d'aménagement.

Bien entendu, nous retrouvons le pendant de notre décision de ne pas construire le quatrième collège à l'emplacement de la Calypso, c'est-à-dire diminution de 2,7 millions de subventions qui devaient venir du Département. Voilà.

M. le Maire : Merci, Amandine. Des observations ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Excusez-moi, j'avais éteint mon micro. Monsieur le Maire, merci, mes chers collègues.

Je me permets effectivement de faire quelques remarques sur ce point-là. Ça concerne principalement la section d'investissement. Vous aviez une ligne qui était prévue pour 500 000 euros qui avaient été provisionnés pour soutenir les commerçants de notre ville confrontés à des difficultés en raison de la crise sanitaire et à la fermeture de leurs commerces pendant plusieurs mois. Cette somme, effectivement, a disparu de ce budget-là. Et ma question est : pourquoi ? Dans le sens où aujourd'hui, vous vous substituez à des projets ou des plans de relance gouvernementaux, voilà, donc je souhaite avoir plus d'informations, plus de précisions sur comment vous allez faire pour soutenir effectivement les commerces des Choisyens. Donc ça, c'est la première chose que je voulais voir avec vous.

Ma deuxième remarque, c'est par rapport au pavillon rue Corvol pour le quatrième collège. Donc concrètement, ça veut dire que le collège ne se fera que sur la place de la Calypso. Donc la question qui se pose aujourd'hui, ou est-ce que vous en êtes de ce projet ? Avez-vous déjà des pistes sur le nouveau site ? Est-ce que ça va être sur le site de l'usine Renault, par exemple, parce que Renault va partir ? Ou sur le parc interdépartemental ou un autre endroit ? Sur Villeneuve triage ? Effectivement, on pense qu'aujourd'hui, c'est important de savoir ce qu'il va advenir de nos Choisyens par rapport à ce collège. Clairement, ce budget-là nous montre que vous avez fait un renoncement sur ce sujet, et qu'il y a une urgence pour nos petits Choisyens.

M. le Maire : Madame Francisot va vous répondre pour les 500 000 euros, et puis je répondrai sur le collège, et sur les divers points, d'ailleurs, sur ces questions de mêmes ordres qui sont à l'ordre du jour. Je laisse intervenir d'abord Madame Francisot.

Mme Francisot : Alors, en ce qui concerne les 500 000 euros, il me semble que cette somme était prévue pour l'acquisition de commerces, en prévision de préemptions, essentiellement dans le quartier de Saint-Louis. D'ailleurs, pour terminer, là-dessus, les 500 000 euros seront de nouveau budgétés en 2021. En ce qui concerne l'aide aux commerces, bien entendu nous avons noté le besoin de certains commerces suite au Covid. Nous étudions la question et nous reviendrons vers vous quand nos services auront pu nous donner tous les éléments nécessaires pour trancher cette question. Voilà.

M. le Maire : Sur les commerces, pour compléter ce qu'a dit Madame Francisot, c'est que nous avons pris nos fonctions le 4 juillet, nous avons beaucoup de surprises, plus de mauvaises que de bonnes, que nous devons résoudre.

Les commerces, bien sûr, nous pensons à eux, et notamment sur 2021, nous allons examiner ça. Il y a un souci supplémentaire, c'est qu'il y avait une seule personne à Choisy-le-Roi qui s'occupait des commerces et elle a, il y a quelques jours, demandé une mutation dans une autre ville. Nous l'avons parfaitement à l'esprit. Une des pistes que nous avons, c'est de les soulager, mais il faut voir ça avec le territoire, sur la taxe sur les enseignes, et autres, etc. Nous sommes à leur écoute, beaucoup aussi voudraient une place pour leurs voitures pour qu'ils ne prennent pas x contraventions par semaine, donc tout ça, nous allons aussi utiliser le budget pour leur apporter cette aide. Il y a toute une analyse précise qui doit être faite pour aider les commerçants, et les commerçants étaient en première ligne pour nous réclamer la police municipale. Et je pense qu'ils appellent de leurs vœux la création d'une police municipale qui ne pourra que les aider dans l'exercice de leur profession. Et ça, il ne faut pas l'oublier.

Pour répondre aux questions concernant le collège, Monsieur Hutin, non, je l'ai écrit, c'est acté, nous ne démolirons pas la Calypso, ce n'est pas pour autant que nous renonçons, bien que ce soit un sujet départemental, à la construction de ce quatrième collège qui est nécessaire. Personne n'est contre la construction d'un quatrième collège. Nous nous interrogeons encore sur ce choix complètement farfelu, pour ne pas dire autre chose, de la destruction de la Calypso pour y implanter un collège, et nous nous interrogeons aussi sur l'analyse qui est faite par le département sur le nombre de collégiens, donc sur la jauge de ce collège, où ils nous disent qu'il est nécessaire que ce soit un collège qui puisse accueillir 800 collégiens, et ça, nous ne sommes absolument pas d'accord. Nous avons fait aussi nos études, ça ne tient pas la route. Ce que je veux vous dire sur ce collège, nous avons reçu les professeurs de l'école Jules Vallès, dont une qui ne cache pas qu'elle est très proche du Département, très proche de Madame Rabardel, très proche de l'ancienne majorité. Elle nous absout de toute responsabilité concernant ce collège. Elle nous indique que dans un Choisy info d'il y a 18 ans, au préalable, je lui ai dit que cela faisait 10 ans que nous entendions parler de ce collège et que jamais, nous n'avions été associés à la moindre réunion de travail. Elle a ajouté qu'elle, elle a un Choisy Info de 18 ans qui parle de la construction du quatrième collège. En aucun cas, les professeurs de Jules Vallès qui étaient face à nous ne nous font porter la responsabilité du fait que ce quatrième collège, aujourd'hui, n'existe pas.

Et nous, nous sommes très en colère, plus en colère encore que les professeurs, du fait que ce quatrième collège n'existe pas. Vous aviez 20 ans pour construire ce quatrième collège, ce n'est pas à nous qu'il faudra faire ce mauvais procès pour avoir uniquement écouté la population qui est montée, et vous avez vu le résultat dans les urnes, contre, comme un seul homme, contre la destruction de la Calypso. Et à l'heure de la démocratie participative, plutôt que des mots, il faut faire des actes. Le premier acte de la démocratie participative, c'est d'écouter ses concitoyens. Leur demande a été claire, ils sont contre la démolition de la Calypso. Nous n'avons fait que relayer leur volonté.

Pour autant, nous allons chercher à aider le Département pour la construction de ce quatrième collège. Nous avons rendez-vous demain matin avec Madame Rabardel pour lui présenter trois autres pistes. Il ne tient qu'à elle et au Département de les accepter. Ces pistes ne sont pas fantaisistes, et tout à fait réalisables. Je vous rendrai compte de la décision de Madame Rabardel et du Département. Nous nous voyons demain, je pense qu'elle prendra un temps de réflexion pour voir avec ses services et ses collègues la faisabilité ou pas de ce que nous allons lui présenter.

De plus, lorsqu'elle nous dit qu'à cause de nous, le collège ne peut pas démarrer, sachez une chose, c'est qu'heureusement que nous allons aider notre département. Même si nous n'avions pas été élus, et même si nous nous n'étions pas opposés à la destruction de la Calypso, jamais ce collège n'aurait vu le jour, jamais les travaux n'auraient démarré. C'est quand même un comble. Il y a un recours qui est tout près, contre le permis de construire qui n'a pas été déposé, puisqu'ils en sont au permis de démolir, ils ne possèdent pas encore la Calypso. Donc de toute façon, c'était foutu d'avance. Le recours, sans préjuger du résultat, c'est deux à trois ans de retard. Donc jamais le collège n'aurait pu démarrer. Ce que nous allons proposer demain matin à Madame Rabardel, c'est la possibilité de lancer tout de suite les travaux, les études nécessaires pour que ce quatrième collège ait lieu, et si elle dit oui, ces pistes la conduiront à ce que le quatrième collège soit construit plus tôt que si le site de la Calypso avait été maintenu. Voilà ce que j'avais à dire là-dessus, nous en saurons plus lorsque nous les aurons rencontrés.

M. Guillaume : Oui, pour revenir à la délibération modificative, moi aussi une remarque et une question, mais je pense avoir eu la réponse sur la question que je vais poser.

Une remarque évidemment sur la section d'investissement. Vous savez que la commune a mis en place une veille foncière sur le secteur des Gondoles Sud. C'est un secteur où on sait très bien qu'il y a énormément de logements vétustes, voire insalubres. Et cette veille foncière avec le SAF permet justement de préempter lorsqu'il y a une vente ou des annonces qui sont faites. Et par ce portage, ça permet de ne pas payer la totalité de l'acquisition, le SAF achetant pour la commune, et la commune versant un pourcentage assez réduit de la somme due. Et cela permet après, sur une période de 10 ans, de pouvoir concrétiser un projet. Or, dans la délibération modificative, il y a une décision d'arrêter cette provision de la commune. Et donc je m'interroge, parce que ça marque évidemment un signe de ne plus préempter sur ce secteur, et cela risque de laisser faire, on connaît bien, à savoir le marché de l'offre et de la demande, et donc de créer une forme de spéculation immobilière. Et donc cela va avoir pour risque de ne pas permettre la requalification de ce secteur. Donc ma question est la suivante : pourquoi ce choix-là ? Et la deuxième, si des fois ce choix n'est que pour l'instant, est-ce que dans le cadre de la PPI, il est question de retravailler ces engagements ? Et si les dépenses qui ont été retirées seront bien mentionnées soit sur le BP 2021, soit sur la PPI ?

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Donc comme je l'ai dit en début d'intervention, la décision modificative est un ajustement de fin d'année. Donc les provisions pour acquisition dans les Gondoles ont été retirées, parce qu'elles n'ont pas été utilisées en 2020. Elles seront re-provisionnées en 2021, tout simplement.

M. le Maire : Ceci dit, Monsieur Guillaume, puisque vous abordez ce point, parmi les mauvaises surprises que nous avons, quand même, il y a aussi un portage d'EPIFIF sur la dalle que nous devons reprendre. Oui, d'accord, il faut sortir 1,3 million, puisque vous n'avez rien fait. Eh oui. Et puisque vous avez parlé du SAF 94, c'est ce qui nous attend sans doute dans deux ans, si rien n'est fait. Et vous savez que c'est court, deux ans, parce que, là aussi, ils ont un portage, effectivement, il y en a aussi pour 1,5 million que la ville devra reprendre, eh oui, qui s'ajoutent aux 2,7 millions du Département.

Nous avons aussi été piégés par la maison de santé, la façon dont se sont déroulées les choses. Donc j'en profite pour donner une information supplémentaire dans le même cadre que le collège, parce que c'étaient quand même des axes importants. Confrontés à toutes ces mauvaises surprises en cascade et l'argent important que cela représente, et sur lequel la ville ne peut pas faire face sinon à se mettre dangereusement en danger, sur le collège, qui était la volonté principale des habitants, nous ne changerons pas d'avis, enfin, sur le

collège, sur la destruction de la Calypso, bien que nous sommes conscients de la somme importante qui va manquer au budget à cause de cela.

Je voudrais aussi faire remarquer là-dessus que c'était en compensation de travaux d'agrandissement de centres de loisirs et de rénovation auxquels vous avez procédé sans attendre le versement de ces 2,7 millions. Ces travaux sont faits, la commune doit les payer, il n'y a pas de ressources en face. Ça, c'est même grave, parce que la première consigne que j'ai donnée à tous les adjoints, que ce soit pour le PPI, le budget et autre, quand vous venez avec un projet, il faut une ressource en face. Donc Monsieur Hutin, vous me parliez de finances tout à l'heure, ça, c'est une grosse difficulté. Je ne pouvais donc pas prendre un risque financier supplémentaire en ce qui concerne feu le boulodrome, où il était indiqué que la maison de santé serait édifée dessus, puisque dans la première lettre que j'ai envoyée au promoteur, c'était de dire que nous reprendrions la main sur ce terrain, que nous nous opposerons à la construction non pas de la maison de santé, mais sur ce site. Effectivement, nous avons découvert que tout était ficelé, qu'il y avait une promesse de vente de terrain qu'on ne peut pas contourner, que j'ai essayé de contourner, mais ce qui devait nous coûter là encore 800 000 euros pour que le promoteur renonce à ce projet. Eh oui.

Tout cela, ce sont de mauvaises décisions que vous avez prises. Et si. Parce qu'il y avait justement, plutôt que de faire porter au SAF des bâtiments, là encore cette maison de santé et c'est vieux, vous auriez pu faire des maisons de santé autre part. D'ailleurs, depuis, je me demande même la viabilité de cette maison de santé puisqu'il va y avoir bientôt trois autres maisons de santé dont une qui va se monter à côté de l'EPA ORSA, donc nous avons été sollicités comme vous aviez été sollicités à une époque par des médecins qui veulent en faire une en face du Lidl, vers le Navigateur, et il y en a aussi une troisième qui se prépare, j'ai oublié où. Nous sommes assaillis de demandes de maisons de santé.

Donc vu la situation financière et toutes ces mauvaises surprises, nous avons trouvé un protocole d'accord qui me semble acceptable pour la commune, y compris pour les habitants qui voulaient garder le boulodrome comme un terrain, mais nous avons réussi, je pense, dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens à trouver un accord acceptable. Donc déjà, cette architecture, et j'en ai fait des cauchemars, mais bon, les goûts et les couleurs... On a vu ce qu'ils voulaient construire, on est tombé dans les pommes. L'architecte qui était face de nous n'a pas apprécié lorsque j'ai dit qu'un blockhaus était plus agréable à regarder que ce qu'il voulait édifier, mais bon, il a fait un très bon travail, l'architecte. Il a fait ce qu'on lui a dit de faire. Ce sont les goûts et les couleurs. Donc premièrement, déjà, il va complètement revoir l'architecture de la maison de santé. Donc il y aura une crèche. Et surtout, nous avons obtenu qu'il rétrocède 300 m² pour un 1 euro symbolique à la ville pour édifier non plus un parc, mais un îlot de fraîcheur. Donc je pense qu'il y a mis beaucoup du sien, nous y avons mis beaucoup du nôtre, ce qui fait qu'un certain équilibre a pu être trouvé. Et puis nous avons pu quand même sauvegarder un peu les finances de la ville qui ont été bien attaquées avec toutes les explications que je vous ai données un peu plus tôt.

Donc cette maison de santé va se faire aux Gondoles, il y aura quand même un lieu de détente en bord de Seine, un îlot de fraîcheur, lieu de détente, agréable, nous y veillerons, et une architecture quand même agréable, et pas cette horrible chose venue d'un autre monde qui devait être posée en bord de Seine. Ça, c'est pour compléter l'information. Voilà.

Mathias, Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues.

Monsieur Guillaume, je vous entends nous dire que c'était une bonne décision, la maison de santé, la Calypso. Nous en sommes là sur Calypso parce que vous avez été sourds à

certaines avertissements que nous avons pu vous donner. La décision de passer du centre de loisirs des Gondoles, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, qui avait été le premier site envisagé présenté en discussion avec les habitants par Monsieur Diguët lors de la présentation du nouveau Lidl dans ce centre de loisirs, il nous en avait parlé, de passer de ce site au site de Calypso n'a jamais été expliqué clairement aux Choisyens. Absolument jamais. À l'heure actuelle, dans les services, ici, parce que j'ai eu à cœur d'essayer de comprendre, je n'ai pas pu trouver un document expliquant le passage de cet endroit qui faisait consensus et unanimité. Alors je veux bien que vous nous disiez que là, nous nous mettons dans une situation compliquée, je veux bien que vous nous disiez que c'était une bonne décision, mais est-ce que vous pouvez, là, maintenant nous expliquer pourquoi ce changement de site ? Chose qui n'a jamais été faite jusque-là depuis deux ans.

Deuxième remarque, concernant les logements insalubres dans les Gondoles Sud, il se trouve que c'est un quartier que je connais bien, car j'y habite depuis 40 ans. Les logements insalubres dans les Gondoles Sud, il y a deux points. Il y a effectivement des logements qui sont vétustes sur l'avenue Villeneuve-Saint-Georges, des logements qui sont devenus vétustes par une forte fréquentation de la RD 38 parce que le pont qui dessert la RD 38 depuis Villeneuve-Triage, le pont Wilson, a été fait, a été refait, pardon, à la fin des années 90 pour pouvoir accueillir les poids lourds, mais que l'ancienne maire de Villeneuve-Saint-Georges n'a pas souhaité le faire. Et on ne vous avait pas senti très prompt à dénoncer vraiment ces choses-là, à l'époque, auprès de votre collègue.

Deuxième problème dans les Gondoles Sud, au-delà de l'avenue Villeneuve-Saint-Georges, c'est parce que nous avons énormément de marchands de sommeil qui transforment des pavillons en maisons-dortoirs absolument... Dans des conditions humaines dont on ne peut même pas parler, entassés, et que vous avez vous-même signé un permis de construire pour la construction d'un bâtiment neuf à l'angle de la rue Alsace-Lorraine, pardon, de la rue de la Paix et de la rue des Fusillés, une maison qui, depuis trois ans maintenant, n'est toujours pas terminée et qui va servir, qui était une maison qui avait été reprise par un marchand de sommeil qui a tout rasé, et ça n'est pas terminé.

Donc, excusez-moi, mais je vous mets quand même un peu en cause dans cette situation, et je pense que vous n'êtes pas très bien placés, là, maintenant tout de suite pour venir nous faire la morale quand nous essayons de reprendre les choses d'une situation que vous avez laissé faire. Et sur Calypso, pour un choix que vous n'avez jamais détaillé clairement aux habitants. Merci.

M. le Maire : Oui... Ah, pardon.

M. Guillaume : Je ne voulais pas automatiquement polémiquer, je posais simplement une question sur la DM. Madame Francisot m'a répondu, c'est vous qui allez sur des terrains, je pense qu'il faut que vous preniez acte que maintenant, vous êtes en gestion municipale, et assumez la démarche de prospective, d'avenir. Le temps de dire : « Oui, voilà, c'est de la faute de la dernière municipalité », je vous laisse encore six mois pour pouvoir le dire, mais après, voilà, vous êtes déjà à 1/12^e de votre mandat, je pense qu'il faut être sur les perspectives et non pas sur le passé. Le passé, je l'assume, il n'y a pas de souci là-dessus, mais soyez sur vos responsabilités.

Je pourrais répondre point par point, si vous le souhaitez, je suis prêt à vous rencontrer pour vous en parler. Il y a un certain nombre de sujets sur lesquels je suis entièrement d'accord avec vous, sur la question notamment des marchands de sommeil aux Gondoles Sud, d'autant plus que la référence que vous faites d'un marchand de sommeil est bien connue, moi-même, avec un avocat de la fondation Abbé Pierre, je suis intervenu, et il a été condamné. Mais il y a eu derrière une décision prise par un procureur de la République que

je n'ai jamais comprise. Voilà, je peux même vous donner un certain nombre de détails sur le sujet.

Concernant la maison de santé, il y a un promoteur qui a fait un choix. Ce choix architectural avait été présenté d'ailleurs dans deux réunions publiques tout au long du processus. C'était un lieu, de fait, qui lui appartenait, un lieu privé, la démarche de vente avait eu lieu. La question notamment de la crèche était déjà travaillée, anticipée, par mon ami Patrice Diguët. Donc pour moi, ce n'est pas une surprise, c'est lors du travail évolutif que l'on a avec des promoteurs. Voilà, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?

Le choix, il y a des notes qui existent, peut-être que vous n'avez pas bien cherché dans les services, notamment une réunion aussi qui a eu lieu au Royal, et là, je parle de la question du quatrième collège, une réunion publique qui a eu lieu sur ce sujet-là, où les différentes propositions de lieux avaient été présentées et argumentées avec notamment les services du Département. Peut-être que vous n'étiez pas présent ce jour-là, mais bon, voilà, ça a été fait, ça a été dit. En ce qui concerne deux sujets, à savoir l'écoute de la population, il y a eu en effet une démarche, vous n'étiez pas élu à l'époque, vous aviez une autre casquette, celle de membre d'une association de défense de riverains sur les Gondoles. Vous avez fait une pétition, une autre contre pétition qui avait reçu 5000 signatures voulant le collège avait eu lieu également. Donc ce n'est pas une grande majorité de la population qui avait exprimé le souhait de ne pas vouloir ce collège-là. Après, voilà, ce sont vos choix de gestion, vos choix de discussions avec le Département sur le lieu, sur ce que vous ferez demain de la Calypso. Vous avez évoqué, quel terme vous avez employé sur l'architecture ? « Venue d'un autre monde », eh bien sachez, je vais laisser la parole à Catherine Desprès, mais sachez que c'est exactement la même chose qui avait été dite sur différentes constructions de bâti à Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Je vais vous donner la parole, Madame Desprès.

Simplement, ce que je voulais dire, non, on ne souhaitait pas du tout débattre, refaire le passé, pas du tout. Je répondais à la question de Monsieur Hutin qui m'a clairement posé la question sur la Calypso, donc j'ai répondu sur ce point-là. C'est tout. On ne veut pas du tout refaire la campagne. On ne dira jamais : « C'est de la faute de la municipalité, c'est ceci, c'est cela ». Nous assumons ce que nous créons. Je dis que vous avez fait de mauvais choix, mais c'était vos choix, mais on ne va pas dire que si nous n'arrivons pas à réaliser certains projets, nous ne dirons pas : « C'est de la faute de l'ancienne municipalité ». Ce sera de notre faute, nous assumons parfaitement. Ça fait depuis le 4 juillet, ça fait cinq mois, on peut enlever le mois d'août, en plus, malgré que j'ai travaillé tout le mois d'août, je peux vous dire que nous avons fait énormément de choses. Et en plus, les plus difficiles, celles qui ne se voient pas. Là aussi, c'est un héritage que nous avons, mais on ne va pas débattre là-dessus, nous assumons, sinon il ne fallait pas, je ne me serais pas présenté. Voilà, nous assumons, nous assumerons nos résultats. S'il y a d'échecs, nous les assumerons aussi. Mais je pense que nous sommes en bonne voie de réussite, parce que ce que nous voulions faire pour l'instant et les fondations que nous voulons mettre pour que la réussite soit au bout se passent bien. Voilà, c'est tout, je répondais à Monsieur Hutin, comme il m'a posé la question sur la Calypso, il y a aussi beaucoup de questions qui se posent effectivement sur le devenir de cette maison de santé et sur l'ex boulo-drome. Donc j'en profite pour donner une information complète sur ces deux axes importants qui ont eu lieu, d'ailleurs, pendant la campagne, c'est une information que je donne, voilà, c'est tout.

Madame Desprès, qui a demandé la parole.

Mme Desprès : Oui, j'ai demandé la parole justement sur la maison de santé, parce que c'est quelque chose que j'ai suivi de manière importante. Donc moi, je voulais, car j'ai entendu quelque chose qui disait que la maison de santé n'avait jamais été proposée à la

population, etc. C'est faux. Cette maison de santé a été proposée et expliquée à la population il y a cinq ans, le 7 juillet. Pourquoi je m'en rappelle ? Car le 7 juillet, c'est le jour de mon anniversaire, c'est tout bête, mais bon, j'ai un peu retenu la date. Et puis sur d'autres choses, il faut aussi raison garder par ce que vous dites : « Cette maison venue d'un autre monde ». Je vous rappelle qu'en son temps sur la Calypso, que vous défendez ardemment, on disait la même chose. « Qu'est-ce que c'est que ce bâtiment tout à fait étrange, profilé comme ça, c'est absolument incroyable ». Eh bien, c'était Calypso, et maintenant, vous le défendez. Donc vous voyez, en son temps, je vous assure que la population était outrée.

Je voulais aussi revenir sur quelque chose qui ne va pas vous plaire, mais il faut quand même que je le dise. Si cette maison de santé n'a pas vu le jour en temps et en heure, c'est parce qu'une de vos adjointes, régulièrement, oui, oui, une de vos adjointes, nous a mis des bâtons dans les roues. Je suis très gentille en disant ça. Et puis comme a dit très justement Didier Guillaume, la crèche. La crèche, la crèche en cette maison de santé, c'est nous. C'est Patrice Diguët qui en a discuté avec le promoteur. Alors il faut aussi rendre à César ce qui est à César, et pour le coup, là, c'est nous, on assume bien.

M. le Maire : Juste, on ne va pas faire, parce que ce n'est pas à l'ordre du jour, mais on peut, chacun a pris la parole et c'est très bien. Ce n'est pas la Calypso que je défends, Madame Desprès, c'est quelque chose que vous avez oublié, Monsieur Matthias l'a rappelé, c'est la volonté des Choisyens. Moi, s'ils me disent demain de démolir la Calypso, je la démolis sans état d'âme, sans état d'âme.

Je peux vous retourner la pareille, la Calypso, c'était, vous savez, comme les compagnons, c'était votre exploit, vous portiez ça aux nues, c'était justement, et c'est vous qui avez changé d'avis en disant : « On la rase ». Moi, je m'en fous, de la Calypso et de son esthétique. Je défends la volonté des Choisyennes et des Choisyens. J'écoute ce qu'ils disent. Si demain, ils me disent : « Il faut raser la Calypso parce qu'on en a marre, cela nous gêne » et que la majorité est pour la démolir, je la démolirai. C'est la démocratie participative, voilà, c'est tout.

On ne va pas faire tout le débat là-dessus, on va voter, parce que voilà, on peut en rediscuter. Quant à l'adjointe qui a posé un recours, finalement, je ne peux que... Qui maintenant est adjointe, à l'époque, je vous ferai remarquer, n'était ni adjointe, ni dans mon groupe. C'était uniquement une Choisyenne. Je l'en remercie, parce que, grâce à elle, nous allons avoir un bâtiment qui va plaire aux Choisyennes et aux Choisyens. Pour le coup, oui, je parle de l'esthétique, l'esthétique venait vraiment d'un autre monde. Voilà. Mais c'est les goûts et les couleurs. En plus, j'adore la science-fiction, mais même dans la science-fiction, quand on regarde « *La Guerre des étoiles* », c'est mieux réussi, l'esthétique.

M. Guillaume : Vous n'avez pas vu le Guggenheim à Bilbao, alors, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Ah ? C'est une copie ?

Rires

M. le Maire : Bon, allez. On va procéder au vote. D'ailleurs, je ne sais plus ce qu'il faut voter. On en était où ? La décision modificative du budget principal. 4 voix contre. D'accord. Nous, on était gentil, on s'abstenait. Je vous signale que vous votez contre 80 % de votre budget, mais bon, je vous le dis en passant, quoi.

Rires

M. Guillaume : Monsieur le Maire, il y a des choix que vous faites, que, nous, on n'aurait pas fait dans la DM.

M. le Maire : Bon, enfin, bon. Le vote est souverain.

La délibération n°17 est adoptée à la majorité (8 votes contre)

→ **18. Décision modificative n°1 - exercice 2020 - budget annexe des parkings**

M. le Maire : Le point suivant, c'est du même tonneau, mais il s'agit des parkings. Décision modificative du budget annexe des parkings.

Mme Francisot : Je serai rapide sur les parkings, puisqu'il s'agit d'un ajustement de 3 650 € en fonctionnement.

En dépenses, nous ajoutons les intérêts de la dette, et en recettes, nous diminuons la subvention d'équilibre que la ville alors que les recettes provenant des abonnements ont augmenté, ainsi que le montant des redevances de stationnement. Voilà.

M. le Maire : des observations ? Des votes contre ? Des abstentions ? Adopté. Merci.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

→ **19. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal**

M. le Maire : Toujours Madame Francisot, qui tient le haut du pavé, avec les admissions en non-valeur de créances irrécouvrables.

Mme Francisot : Comme chaque année, le comptable nous propose une liste de créances à admettre en non-valeur, notamment parce que parce que les poursuites s'avère infructueuses mais aussi parce que les sommes sont inférieures au seuil de poursuites, ou parce que les établissements sont définitivement fermés, quand il s'agit de commerces, notamment. Cette année, le comptable public nous propose d'admettre en non-valeur la somme totale de 23 873.55 euros, dont 4 317 euros pour lesquels aucune action en recouvrement n'est plus possible.

M. le Maire : Malheureusement, là encore, du classique. Des votes contre ? des abstentions ? non, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité

→ **20. Ouverture anticipée des crédits - Investissement 2021**

M. le Maire : Toujours Madame Francisot. Ouverture anticipée des crédits, investissement 2021.

Mme Francisot : Donc le Code général des collectivités territoriales prévoit une position exceptionnelle permettant aux collectivités d'exécuter leur budget en investissement jusqu'au vote du budget primitif. Celui-ci n'étant prévu qu'au mois de mars, afin d'assurer le bon fonctionnement des services il convient d'autoriser l'ouverture anticipé des crédits d'investissement dans la limite du quart des crédits autorisés à l'exercice 2020, c'est-à-dire 3 063 038 euros.

M. le Maire : Des observations ? Des votes contre ? Des abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité

→ 21. Attribution d'acomptes de subventions - budget 2021

Mme Francisot : Dans la continuité de la délibération précédente, certaines associations ou établissements ont des besoins en trésorerie dès le début d'année, afin d'assurer une continuité de fonctionnement. Il est donc demandé au Conseil de voter l'attribution d'acomptes de subventions à la Régie Théâtre-Cinéma Paul Éluard pour un montant maximum de 231 493 euros, au CCAS pour un montant maximum de 362 875 euros et au COS un montant maximum de 99 826 euros, mais à condition que ces derniers fournissent les comptes annuels et rapports d'activité définitifs de 2019 et provisoire de 2020.

M. le Maire : Des observations ? Des votes contre ? Des abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité

COMMERCES - MARCHES FORAINS

→ 22. Délégation de service public Géraud : présentation du rapport d'activité 2019

M. le Maire : Alors là, il s'agit d'une délégation de service public Géraud. Il s'agit uniquement, il n'y aura pas de vote, c'est la présentation du rapport d'activité 2019 de la délégation de service public Géraud, le fameux frère qui a... Non, je ne vais pas le dire.

Rires

M. le Maire : Donc il s'agit bien sûr des marchés de bouche, donc la parole est à Monsieur Sayadi.

M. Sayadi : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, bonsoir.

Nous soumettons au Conseil municipal la délibération actant de la réception par notre assemblée du rapport d'activité 2019 de la société porteuse de la délégation de service public concernant les quatre marchés municipaux de la ville de Choisy-le-Roi. Rappelons que le contrat qui nous lie à la société Géraud expirera en 2028. Nous prendrons ce rapport comme un outil de travail pour les années à venir.

Je note que la société Géraud aurait pu être plus objective en particulier concernant ses missions de délégation. On aurait pu penser que la société Géraud se serait servie de ce rapport pour réaffirmer sa volonté de co-construire un partenariat plus serein. Le rapport est composé en annexe par un compte de l'exercice 2019 où la société Géraud nous annonce un bilan financier positif du prix de 41 000 euros. On peut noter des recettes à hauteur de 673 810 euros et des dépenses à 632 831 euros. Parallèlement, la société Géraud renouvelle sa demande d'indemnisation concernant un préjudice à hauteur d'un million d'euros qu'elle justifie par des retards d'application de grilles tarifaires prévues à l'ouverture des halles ainsi que le retard de livraison de nouveaux bâtiments. Concernant ce dossier, la ville a mandaté un cabinet d'audit afin de vérifier et contrôler les rapports transmis par le délégataire entre 2015 et 2019. Comme cela est prévu dans l'article 32 de la convention d'affermage. Cet audit est en cours de finalisation.

Alors, en ma qualité d' élu, j'ai suivi le déroulement des marchés, je peux dire que nous héritons d'un champ difficile et délaissé. Ce fut le message des Choisyens durant les dernières échéances électorales. Mais depuis notre arrivée, nous avons travaillé avec les commerçants, avec le régisseur Géraud, au respect du règlement intérieur et au respect des normes. Nous discutons aussi avec les associations de commerçants, les riverains, l'ensemble des Choisyens qui tiennent à leurs différents marchés.

En cette période de pandémie, nous avons été présents surtout sur les marchés du centre pour faire de la prévention, et demander aux commerçants d'être plus vigilants et respecter les règles sanitaires. Nous travaillons d'arrache-pied pour élever nos marchés. Premièrement, nous allons mettre tous les partenaires autour de la table et définir des stratégies claires, efficaces et efficientes. Et nous allons mettre les Choisyens au centre de nos réflexions.

Deuxièmement, un travail de propreté, d'hygiène est désormais amorcé. Nous avons déjà livré, avec le service développement durable, 20 bennes à ordures. Nous travaillons avec la société Géraud pour une suppression de sacs plastiques, je pense que, Monsieur le Maire, nous pouvons réfléchir à émettre un arrêté municipal pour ça.

Troisièmement, nous travaillons sur le plan d'animation de nos marchés. Et enfin, nous sommes en discussion avec la société Géraud pour renforcer les mesures sanitaires contre le Covid.

Les délégataires amorcent une campagne de distribution de masques. Nous avons décidé, en accord avec la société Géraud, de programmer des actions de sensibilisation à l'écologie.

Monsieur le Maire, concernant les différentes situations de la société Géraud, je vous laisse donner au Conseil votre position et votre point de vue et demander ensuite à l'assemblée de prendre acte de ce rapport d'activité. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Sayadi, et merci de votre présence sur les marchés qui est constante, efficace. Je sais que vous prenez ça à cœur. Donc vaste sujet que l'affaire de la société Géraud, là aussi, je vais donner la parole déjà, puis je vous donnerai mon point de vue là-dessus. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Non. Oui, ce n'est pas une délibération, disons sur cette présentation, effectivement. Monsieur Guillaume, allez-y.

M. Guillaume : Je vais juste dire une phrase, c'est la société des fils de Madame Géraud, cette société est égale à elle-même.

M. le Maire : Oui, Monsieur Guillaume, bon, on ne va pas, comment dire, revenir sur le passé, mais quand même, on hérite encore là, oui... Laissez-moi finir, vous reprendrez la parole. Mais quand même, et nous assumons, si nous n'arrivons pas à régler le problème avec la société Géraud, si nous n'y arrivons pas, ce sera notre échec. On ne dira pas que c'est de la faute de l'ancienne municipalité, mais on peut quand même vous faire un reproche. Pourquoi nous en sommes là ? Vous le savez bien, quand même. Qui a signé une DSP avec les frères Géraud à laquelle je me suis plus qu'opposé ? Il est quand même bon de donner les justes informations aux Choisyens et Choisyennes. De ma poche et de celle de Monsieur Habi, nous avons porté plainte contre cette délibération au Conseil administratif. Nous avons fait tout notre possible pour que vous ne re-signiez pas de DSP. Nous savions pertinemment ce qu'il allait se passer. Comment... Mais, là encore, bon, je vais m'arrêter là, mais quand même, quand même. Maintenant, bon, ça va, nous avons récolté la patate chaude, c'est à nous de nous en tirer. Nous allons faire notre maximum dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens. Nous savons bien, cette société, comme vous le dites, elle est égale à elle-même. Mais quand même, 40 ans de conflits avec cette société, lorsque j'étais conseiller. Mais oui, mais vous avez re-signé une DSP. Vous étiez dans la majorité qui l'a signée, et je m'y suis fortement opposé.

C'est juste un point, maintenant, peut-être qu'on peut travailler ensemble, effectivement, dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens. Parce que vous avez peut-être encore des informations que je n'ai pas encore totalement, je ne sais pas, mais il est évident qu'il faut en finir, ce n'est pas possible. Ils nous demandent 1 million, malgré tout ce qu'ils font, ils nous

demandent 1 million de dédommagements sur des raisons farfelues et autres. C'est ainsi. Il va falloir travailler très dur, je peux vous dire ce que j'ai dit, puisque nous les avons reçus avec le gros souci des volants qu'il y a autour de ce marché, j'ai reçu des lettres de félicitations lorsqu'ils ont vu qu'il n'y avait plus de volants. Mais bon, j'allais dire, de votre temps, c'était le cas aussi. Ils ont cru qu'on avait réglé le problème, ils étaient heureux comme tout, les Choisyens. Je leur ai dit : « Mais non, c'est le Covid, ils vont revenir ». Ce n'est pas pour autant que je vais souhaiter que le Covid s'installe durablement, que le Covid parte et que les volants reviennent. Je préfère. Mais voilà la situation, c'est aussi un des gros sujets de notre mandature, ça ne va pas être simple, ça va sûrement nous coûter de l'argent, et nous ferons face. Voilà. Oui, Monsieur Guillaume.

M. Guillaume : Oui, je pense que c'est important aussi que ceux qui suivent ce Conseil municipal puissent comprendre le processus et qu'on ne soit pas uniquement sur un constat à un instant T. Ce travail est de longue date, et vous avez été, Monsieur le Maire, un des premiers témoins de ce qu'il s'est passé, notamment en 2014 lorsque j'ai été élu maire et le bras de fer durant l'été. J'avais été élu maire au mois de mars, et le bras de fer avec l'ensemble des commerçants, sur le fait que j'avais affirmé la volonté de réduire fortement le marché à la toute première commission des marchés, ce qui a valu un bras de fer très conséquent avec une volonté de la part des commerçants d'occuper la ville avec l'ensemble des camions et de bloquer. Ce qui m'a permis quand même de rester ferme sur mes positions, et je le dis parce qu'on a libéré, on a libéré, et les uns et les autres, vous pouvez vous en souvenir, la place de l'église, la rue Émile Zola, la rue Louise Michel qui étaient entièrement prises par les commerçants, et donc c'était déjà un premier, une première victoire sur la société. Bien évidemment, après, dans les négociations, il fallait recomposer les mètres linéaires, et ça a été un travail d'arrache-pied de négociation. Et aujourd'hui, s'ils vous parlent d'un million, c'est bien peu par rapport à ce dont ils nous parlaient à l'époque dans les négociations.

Et donc, je pense, en effet, et vous avez raison, que cette situation-là est un bras de fer avec la société, et quelle que soit l'équipe qui aurait été en place dans le cadre de cette nouvelle mandature, on aurait été confronté aux mêmes problèmes.

Je tiens à signaler aussi qu'une association de commerçants a été fortement active pour faire en sorte que les commerces puissent avoir encore plus de mètres carrés, de mètres linéaires, pardon, je pense notamment à l'ACCAC qui a œuvré pour les volants notamment. Une chose est différente avec ceux qui sont dans la halle, je ne sais pas comment on dit, des permanents, des abonnés permanents. Et d'ailleurs, je ne sais pas si Monsieur Sayadi a travaillé, a déjà eu une réunion de la Commission des marchés, mais avec ces abonnés-là, il y a un travail très conséquent qui est fait justement pour requalifier, entre guillemets et être très attentif au choix des remplacements des abonnés dans la halle. Et eux-mêmes sont très rigoureux vis-à-vis des choix de remplacement, ce qui n'est pas le cas évidemment pour les volants, parce que même quand il y a des procédures, et j'espère que vous continuez les procédures d'exclusion, ceci étant, les exclusions, on ne les voit pas, parce que quand il y a une exclusion sur un délai de trois mois, six mois, sur soit des dépassements de mètres linéaires ou des infractions au Code des marchés, de fait, ils sont aussitôt remplacés. On n'a pas de visibilité, car c'est directement aux mains du délégataire, c'est le principe de la délégation de service public, c'est le délégataire qui est en gestion directement avec les commerçants, ce qui crée la difficulté du bras de fer. Et donc, bien évidemment, la question n'est pas de dire ce qui a été fait ou pas fait, mais comment on continue à être attentif et très volontariste sur cette question-là. Et cela, c'est essentiel, et je crois que, quels que soient ceux qui auraient été en responsabilité dans la mandature précédente comme dans celle-là, auraient été confrontés exactement aux mêmes sujets.

M. le Maire : Bon, enfin, de toute façon, c'est une affaire pas facile, que vous auriez pu éviter lorsque vous étiez dans la majorité, mais bon, on ne va pas refaire... C'est vrai. Eh bien, oui. Enfin, vous étiez bien adjoint lorsque la majorité dont vous faisiez partie a renouvelé sa confiance aux frères Géraud. Ce n'est pas moi qui ai voté la DSP, ce n'est pas nous, ce n'est pas notre groupe. Monsieur Coelho, vous me réveillez, si... Non ? J'aurais voté la DSP ? Non. Il me semble que nous avons été au tribunal, parce que nous savions ce qui allait se passer, et je ne suis pas content que ce que je pensais se soit réalisé, c'est tout.

M. Guillaume : L'audit qui est en cours à la société Géraud, c'est moi qui l'ai demandé aussi, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Heureusement que vous avez cherché à atténuer votre responsabilité. Mais depuis que... Mince alors. Eh bien, c'est nous qui avons voté la DSP, et c'est vous qui avez été au tribunal administratif contre les frères Géraud, et c'est nous qui avons voté la DSP. Voilà, on va refaire l'histoire.

Bon, ceci dit, effectivement, on s'en félicite, c'était une demande aussi, « on a libéré la place de l'église », etc., mais entre-temps, ce que vous omettez, c'est que la rue Carnot, il n'y avait personne, elle s'est remplie de nouveau. Et ça, ce n'était pas nécessaire. Ce n'est pas parce qu'on a libéré qu'en contrepartie il fallait remplir la rue Carnot. Mais encore une fois, nous allons faire notre possible, et j'ai dit aux frères Géraud que, de toute façon, avant la fin de notre mandat, d'une façon ou d'une autre, et ça nous coûtera sûrement de l'argent, et s'est trop tôt pour l'instant, mais nous reprendrons ces marchés, ce que j'avais proposé à l'époque, en régie. Eh oui, il faut un passage en régie avant de, de nouveau songer à une DSP ou à une autre forme. Mais il faut absolument que ces marchés reviennent en régie, et je me désespère. Vous voyez, à l'époque, je vous avais félicité pour la qualité de la halle des Navigateurs, je me désespère de voir que ce marché périlite et qu'ils ne lèvent pas le petit doigt pour l'aider. Si nous avions eu ce marché en régie directe, nous aurions pu au moins dire aux commerçants : « Venez sur ce marché, on vous fait cadeau de la place, c'est un service rendu aux Choisyennes et aux Choisyens ». Parce qu'il s'ils sont partis, c'est qu'ils avaient plus de frais que de recettes, parce que tout le monde aimait ce marché, les commerçants, les habitants. Malheureusement, nous n'avons pas la main pour le sauver comme nous le voudrions, mais de toute façon, si les frères Géraud ne veulent plus s'en occuper, c'est une rupture de contrat. Ils doivent s'en occuper, c'est à eux de l'animer. On va mettre la pression, d'ailleurs, Monsieur Sayadi, je crois qu'on les voit bientôt. Donc on va réitérer ça.

On va passer au point suivant... Monsieur Coelho.

M. Coelho : Oui, Monsieur le maire, pour en revenir sur le marché de la halle, des navigateurs, et puis notamment le marchés des gondoles, moi je pense qu'il va falloir qu'on essaie au plus vite d'avoir la mainmise sur ces marchés, parce qu'ils sont totalement à l'abandon. Alors c'est là-dessus, je pense, qu'il va falloir lutter dans un premier temps, parce que le marché du centre, c'est assez compliqué, avec les riverains.

M. le Maire : C'est la même chose, c'est lié.

M. Coelho : Je sais, mais il faudrait essayer de voir au mieux.

M. le Maire : Bon, enfin, c'est un dur combat, mais de toute façon, d'une manière ou d'une autre, nous le remporterons parce que nécessaire pour notre commune. Donc là, c'était une présentation, un pseudo bilan parce qu'il n'y a pas grand-chose dedans, c'est comme d'habitude, voilà, dont acte. Nous allons passer au point suivant.

Il est pris acte du rapport d'activité 2019 de la délégation de service public Géraud

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

→ 23. Renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens passée entre la commune et la cité des métiers

M. le Maire : Monsieur Thiam.

M. Thiam : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs. Suite à des échanges entre la direction de la cité des métiers et nos services, Monsieur le Maire a pris l'initiative d'appeler à la reconduction du partenariat entre notre ville et le groupement d'intérêt public de la cité des métiers.

Nous remercions la direction de la cité des métiers d'avoir travaillé en collaboration avec nos services à l'écriture de la convention qui vous est présentée ce soir sur table pour délibération. Je rappelle que cette convention a fait l'objet d'un passage au dernier CA de la cité des métiers. L'ensemble des partenaires qui siègent à ce CA ont fait part de leur satisfaction concernant le renouvellement et l'intérêt de notre ville pour la structure qui se trouve sur notre territoire. Pour rappel, pour les Choisyens qui nous regardent, la cité des métiers a pris la place de l'ancienne médiathèque en 2014, juste à côté du pas de la mairie.

Je peux citer les partenaires qui siègent, parce que c'est important, c'est un peu une plateforme. On a le Val-de-Marne, la région Île-de-France, Pôle emploi, l'université Paris Est, et récemment nous a rejoint la chambre de commerce et d'artisanat. Je vais me permettre de citer les missions de la cité des métiers. La cité des métiers du Val-de-Marne est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation sur la vie professionnelle en général, et en particulier sur l'orientation tout au long de la vie :

- La formation et l'évolution professionnelle,
- Les techniques de l'organisation, de la recherche et de l'emploi,
- La création et la reprise d'activité ou d'entreprise,
- La découverte des métiers.

Alors, plus important, par l'article 4, la ville de Choisy-le-Roi, notre collectivité s'engage auprès de la cité des métiers à subventionner les actions de cette dernière à hauteur de 20 000 euros pour l'année 2021.

J'espère que l'ensemble du Conseil votera à l'unanimité cette délibération.

M. le Maire : Merci, Monsieur Thiam. Pourquoi vous dites que cela a remplacé l'ancienne bibliothèque ? Vous voulez refaire le débat de la médiathèque ?

M. Thiam : Non.

M. le Maire : Non, on ne va pas faire ça ce soir, quand même.

Rires

M. Thiam : Mais il y a de l'espace, Monsieur.

M. le Maire : Monsieur Guillaume, on ne va pas refaire le débat de la médiathèque.

Rires

M. le Maire : Une observation sur cette délibération ? Non. Au vote. Y a-t-il des voix contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 24. Approbation des conventions à passer entre la commune et Ports de Paris portant superposition d'affectations des espaces portuaires ouverts au public et de la voie portuaire ouverte à la circulation publique sur le port de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Je vais être beaucoup plus bref, Monsieur le Maire. Il s'agit tout simplement, chers collègues, d'approuver deux conventions qui portent sur la superposition d'affectations d'espaces portuaires qui sont ouverts au public, et des espaces concernant le terre-plein sur le linéaire de 600 mètres jouxtant la médiathèque. Et donc la convention entre la ville et Ports de Paris doit fixer les niveaux d'intervention en matière d'entretien et les obligations qui lient les deux parties, la ville et Ports de Paris. Voici pour le moment.

M. le Maire : Je pensais que tu ajouterais que c'est juste une délégation sur la signature, mais ce n'est pas pour autant que nous allons signer, puisque des obligations de Ports de Paris sont loin d'être remplies, il me semble.

M. Id Elouali : Oui, tout à fait, Monsieur le Maire, vous faites bien de me le faire repréciser. En effet, il s'agit là de voter le principe, et puis qui est en principe conditionné à un état des lieux qu'on fera avec Ports de Paris pour nous assurer que les ouvrages sont en parfait état d'achèvement.

M. le Maire : Des questions sur cette délibération ? Non, je n'en vois pas. Des voix contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité.

La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.

→ 25. Signature d'une convention d'intervention foncière entre la commune, l'EPT et l'EPFIF sur le secteur centre-ville et d'un protocole d'intervention

M. le Maire : Toujours, la parole toujours à Monsieur Id Elouali. Signature d'une convention d'intervention foncière entre la commune, l'EPT, l'EPFIF sur le secteur centre-ville d'un protocole d'intervention.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire, il s'agit tout simplement de la signature d'une convention-cadre, on peut la nommer ainsi, qui lie d'un côté la ville, l'EPT et évidemment l'EPFIF, soit l'établissement public foncier d'Île-de-France. J'ai bien tout dit. Donc cette convention porte sur le périmètre qui concerne le centre-ville.

Un petit rappel, comme c'est mentionné dans la convention que vous avez sous les yeux, c'est une convention qui a été signée entre la ville et l'EPFIF sur le périmètre des Hautes Bornes le 6 janvier 2009, et puis il y a eu, le 4 janvier 2014, la signature d'un premier avenant permettant d'intégrer le centre-ville, et puis un deuxième avenant en 2017 qui permettait d'allonger le calendrier de portage. Et là, pour le coup, ce soir, de nouveau on part sur une prolongation du portage de manière à ce que l'EPFIF puisse continuer à porter avec nous un certain nombre de lots jusqu'au 31 décembre 2026 sur le secteur que je viens d'indiquer, à savoir le secteur dalle de la résidence du Parc.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas.

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.

→ 26. Acquisition par la ville des usufruits temporaires des biens portés par l'EPFIF dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud

M. le Maire : La parole est toujours à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire, c'est mon quart d'heure, après celui de Madame Amandine. Comme ça, il n'y aura pas de jaloux.

C'est laquelle, excusez-moi, je me... L'acquisition, OK, parfait. On est sur les acquisitions. Écoutez, c'est lié à la première présentation, la première résolution. Il s'agit ici en revanche d'acquérir des biens qui ont été, d'acquérir par la ville des biens qui ont été portés à ce jour par l'EPFIF dans la Résidence du Parc. Vous en avez les détails dans la délibération. Ce qu'il faut retenir, en revanche, ce que le prix de cession des lots indiqués s'élève à 1 334 000 euros, et sera décomposé en deux parties. L'idée, c'est que l'acquisition se passe sur l'exercice budgétaire de 2021 et 2022, histoire de nous aider quand même à absorber cette somme quand même assez importante. Merci.

M. le Maire : Des observations ? Non. Madame Lemoine ?

Mme Lemoine : Vous avez sauté une délibération.

M. le Maire : Attendez...

Mme Lemoine : Si, l'usufruit.

M. Id Elouali : L'usufruit ? D'accord, OK, très bien. On peut y revenir. Parfait. Très bien, Madame Lemoine, pour le rappel. Donc l'usufruit temporaire, il s'agit tout simplement de l'acquisition temporaire des usufruits des biens qui ont été portés par l'EPFIF, et la prorogation de cet usufruit pour les deux années supplémentaires est fixée à 60 000 euros, sachant que la ville doit signer avec l'EPFIF un acte prolongeant la jouissance de l'usufruit jusqu'au 31 décembre 2022.

M. le Maire : Parfait. Effectivement, veuillez m'excuser, j'avais sauté cette ligne. Des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? Parfait, c'est voté.

La délibération n°26 est adoptée à l'unanimité.

→ 27. Acquisition par la ville des biens portés par l'EPFIF situés dans la résidence du Parc

M. le Maire : Tu la refais en anglais.

Rires

M. Id Elouali : Absolument pas. Écoutez, dans l'ordre, alors, l'acquisition des biens portés par l'EPFIF, il s'agit donc d'acquérir pour le compte, pour le bénéfice de la ville des biens qui ont été portés par l'EPFIF à ce jour dans la résidence du Parc. Les deux faits marquants, c'est que ce sont des lots qui s'élèvent à 1 334 000 euros et qui se décomposent de manière, de la manière que vous avez sous... Je ne vais pas rentrer dans le détail des chiffres. Ce qu'il faut simplement retenir, c'est que l'acquisition s'effectuera sur l'exercice budgétaire de deux années, celui de 2021 et celui de 2022. Voilà, c'est difficile avec les masques, pardon.

M. le Maire : Des observations ? Des votes contre ? Non ? Abstentions ? Une abstention, c'est ça ? Bien, à l'unanimité moins une abstention.

La délibération n°27 est adoptée à la majorité (1 abstention)

→ 28. Vente par la ville du pavillon sis 62 bis rue Alsace-Lorraine

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Une dernière pour la route, il s'agit de la vente du pavillon situé au 62 bis rue Alsace-Lorraine à Madame et Monsieur TOUNE EL MOUATAKID. Donc pour rappel, la ville avait fait acquisition d'un terrain, d'une surface de 285 m² pour les besoins de travaux concernant l'école Casanova. Du coup, une fois que les travaux ont terminé, l'idée, pour la ville, c'est de vendre le pavillon, puisqu'en gros, il n'a pas d'utilité dans le projet qu'on a porté pour l'école, et qui se situe donc à l'adresse indiquée en préambule en faveur de Monsieur et Madame TOUNE EL MOUATAKID. Voilà.

Pour les détails, l'acquisition a été de l'ordre, de mémoire, de 400 000 euros, il me semble, et qu'aujourd'hui, on est sur 370 000 euros dont la surface au sol est désormais de 185 m². Je rappelle que l'acquisition de 400 000 euros ne portait pas sur le pavillon, mais portait sur tout le terrain. Voilà. Toute la parcelle.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Non ? Abstentions ? Voté à l'unanimité.

La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Je voudrais revenir sur le point précédent pour Madame Lemoine. Je n'ai aucune, n'y voyez aucune, il n'y a pas de piège, il n'y a aucune mauvaise intention de ma part. Vous vous êtes abstenue sur le rachat à l'EPFIF des biens. Est-ce que vous pouvez m'expliquer ? C'est juste... Il y a peut-être une raison. C'est quelque chose de particulier ? Qu'est-ce qui vous pousse à vous abstenir là-dessus ?

Mme Lemoine : Vous l'avez rappelé tout à l'heure, c'est projet qui est relativement ancien de portage, je n'ai pas voté contre, j'aurais pu voter contre dans un autre contexte. L'abstention, c'est parce que je ne suis pas particulièrement favorable à l'acquisition de ce genre de bien par la collectivité sachant que on est dans le cadre d'un programme qui se poursuit. Ce n'est pas pour autant qu'on y est favorable. Cela va, par ailleurs, générer des charges importantes, et les charges de cette copropriété sont élevées.

M. le Maire : Madame Lemoine, OK, je comprends. Simplement, c'est pour vous informer, moi, je le déplore aussi, mais c'est uniquement qu'on est obligé.

Mme Lemoine : J'ai entendu.

M. le Maire : Si je pouvais éviter cette dépense de 1,3 million et des charges qui vont avec, enfin, c'est quand même intéressant de le faire parce qu'il faut s'assurer la maîtrise foncière sur la dalle, mais si je peux trouver un autre portage, j'ai d'ailleurs demandé à l'EPA ORSA et j'attends leur réponse, parce que l'EPA ORSA me disent qu'ils vont contrôler si eux-mêmes n'avaient pas par le passé le portage d'un de ces biens, auquel cas ils ne peuvent pas de nouveau se porter en portage. Si je trouve un autre établissement pour faire le portage, moi, je serais ravi, parce que, là aussi, on a obtenu de payer ça en deux fois sur deux ans, mais il va falloir encore sortir 1,3 million. C'était juste, il y aurait pu avoir quelque chose de fondamental qui aurait pu intéresser le Conseil.

Mme Lemoine : C'était important quand même.

HABITAT

→ 29. Cession de l'EHPAD Coallia sis 4 allée des Lilas au groupe ADEF résidence Val-de-Marne et transfert de garantie d'emprunt. Approbation de la modification d'un avenant à l'acte de crédit

M. le Maire : Le point suivant, le pavillon, c'est fait, alors la parole est à Monsieur Druart pour la cession de l'EHPAD Coallia. Il y a juste une information de dernière minute que nous avons eue sur ce point, tu l'as ? Tu vas la rappeler ? OK, donc la parole est à Monsieur Druart.

M. Druart : Bonsoir tout le monde. Donc ce point concerne la cession de l'EHPAD Coallia au groupe ADEF et le transfert de garantie d'emprunt, et précisément l'approbation de la modification d'un avenant à l'acte de crédit.

Le Conseil municipal de Choisy, dans sa séance du 28 mars 2012, puis du 8 novembre 2014, avait accordé sa garantie pour deux emprunts souscrits par Coallia, auprès du crédit coopératif pour la co-cession de l'EHPAD à Chantierine. Il y avait deux prêts, un prêt à 8,8 millions et un prêt à 1,38 million. Suite à la cession de l'établissement précité, propriété de Coallia au groupe ADEF résidence Val-de-Marne, Coallia a sollicité de la commune l'autorisation de transfert de la garantie des prêts référencés en annexe à la présente délibération initialement garantie par la commune de Choisy-le-Roi. Le Conseil municipal de Choisy-le-Roi, dans sa séance du 25 septembre 2019, avait délibéré et accepté le transfert de sa garantie d'emprunt. Cependant, une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'un des deux avenants à l'acte du crédit coopératif portant sur les modalités de la caution entre le département et la ville, qui n'est pas solidaire, mais conjointe, ce qui n'est pas du tout la même chose. C'est pourquoi l'avenant portant sur le montant de 8,8 millions a été modifié en supprimant le paragraphe en cause. En conséquence, le Conseil municipal doit de nouveau délibérer pour approuver la modification dudit avenant à l'acte de crédit dans le cadre du transfert de garantie, à 50 % par la ville, et 50 % par le département.

Les conditions des prêts sont décrites dans l'avenant annexé à la présente délibération, et donc il est demandé au Conseil municipal de délibérer sur la modification, sachant que l'avenant qui a été fourni à la convocation a été légèrement modifié à la page 3, article 2-1. Je lis l'article sur les conditions : « Paiement intégral des frais de gestion ci-après, stipulé à l'article 2.5 retour au prêteur de l'ensemble des exemplaires originaux du présent avenant signés par l'ensemble des parties, et ce au plus tard au 1er avril 2021 et non le 11 janvier 2021. À défaut, et passé cette date, le présent avenant sera nul et non avenue ». Pourquoi on a changé les dates ? Tout simplement pour qu'il faut ça passe au Conseil départemental. Et le 11 janvier, c'était un peu trop court.

Voilà, merci.

M. le Maire : Merci, Frédéric. Des observations sur cette délibération ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bon, c'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 30. Fixation du montant des charges de fluides pour les associations occupant de manière permanente un local de la commune

M. le Maire : Nous revenons avec Madame Francisot qui a été plébiscitée, qui a eu un grand succès. Donc fixation du montant des charges de fluides.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. En décembre 2015, le Conseil municipal avait approuvé une convention de mise à disposition permanente de locaux aux associations. Dans cette convention il y avait une participation au règlement des charges de fluides par ces associations qui occupent les locaux de façon permanente. Donc la mise en place de compteurs individuels étant impossible dans certaines salles, il avait été décidé postérieurement à la décision de décembre 2015 d'acter d'un montant forfaitaire de trois euros par mètre carré d'occupation. Suite aux observations du trésorier, il est nécessaire que ce montant forfaitaire soit inscrit dans une délibération. Il s'agit simplement ici d'une régularisation, ça ne change rien à ce qui est appliqué aujourd'hui à ces associations qui occupent de façon permanente un local appartenant à la ville et n'ayant pas de compteur individuel. Voilà.

M. le Maire : Merci, Amandine. Des observations ? Non. Votes contre ? Abstentions ? C'est adopté, merci.

La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité

→ 31. Transformation de la commission de délégation de service public en commission de concession

M. le Maire : Le prochain point, transformation de la commission de délégation de service public en commission de concession.

« Par délibération du 16 juillet 2020, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission de délégation de service public. Les contrats de délégation de service public font partie d'un ensemble de contrats qualifiés par l'ordonnance du 29 janvier 2016 de contrats de concession de service. Le régime des concessions inclut celui des délégations de service public, puisque le contrat de concession se décline en concession de service public, et concession de service et concession de travaux. Il permet de confier un service, un service public ou des travaux à un titulaire privé. Les contrats de concession nécessitent d'être examinés par une commission de concession, qui tout comme les procédures de délégation de service public doivent analyser les candidatures et les offres de candidats. Sa composition est identique à celle de la commission de délégation de service public, soit composée par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, le président, et par cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Ses membres ont voix délibérative. Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la commission avec voix consultative. Peuvent également participer à la commission avec voix consultative un ou plusieurs agents désignés par le président de la commission en raison de leurs compétences dans la matière fait l'objet du contrat de concession. Il est proposé au Conseil municipal de transformer la commission de délégation de service public en commission de concession, et de désigner les membres qui la composent en remplacement de la commission de délégation de service dont la composition a été approuvée au Conseil municipal du 16 juillet 2020. »

Alors, en fait, c'est en changement de nom, quoi. En gros, on garde les mêmes titulaires et les mêmes suppléants. Est qu'on peut voter en l'état cette délibération ? Y a-t-il des observations ? Non. Votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

La délibération n°31 est adoptée à l'unanimité

→ 32. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

M. le Maire : Alors, sur le point suivant, je suis très embêté, il va falloir délibérer. Nous avons deux anciens collègues qui nous manquent beaucoup, Monsieur Bernard Bismuth, par exemple, bon, qui étaient les spécialistes du fourre-tout 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il nous appartient de désigner un nouveau spécialiste. Qui est volontaire ? Personne. Il n'y a pas de remarques, alors, elles sont votées. Non ? Une remarque ? Non, voilà. Ce n'est pas un vote, effectivement, vous avez déjà voté l'autorisation, voilà, c'est juste des informations.

J'ai une dernière information à vous donner, c'est la modification de date du prochain Conseil municipal. Au lieu... Ce prochain Conseil aura lieu le 10 février 2021, bien sûr, le 10 février à la place du 27 janvier qui était initialement prévu. Donc c'est reporté au 10 février. Écoutez, il me reste à vous remercier... Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Oui, le Conseil municipal est clos, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : Je me réjouis de l'excellente tenue de ce Conseil municipal, j'espère qu'il en sera toujours ainsi. Ça fait honneur à notre charge, et je vous en remercie, vous avez la parole.

M. Guillaume : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, j'ai été informé que Madame la Directrice générale des services allait quitter la collectivité. Et donc bien évidemment, si vous me le permettez, comme je l'ai recrutée au départ de Christophe Richard, je voulais simplement lui souhaiter tous mes vœux de réussite dans ses prochaines fonctions. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Vous m'avez devancé, Monsieur Guillaume, et ce n'est pas grave, puisque je pense que tout le Conseil s'associe pour souhaiter bonne route et pleine réussite à Madame Leclère qui, comme vous le savez, était présente pour son dernier Conseil ce soir. Nous pouvons l'applaudir pour le travail effectué à la commune.

Applaudissements